

Patrimoines en Mouvement (PEM)

**Un projet soutenu par le Fonds Francophone des
Inforoutes
(Institut de la Francophonie Numérique)**

**Conclusions de la réunion des 6 et 7 juin 2009 au
Musée d'art Théodore Monod à Dakar**

État d'avancement du projet

**Rapport établi par Chantal Deltenre, directrice de l'association
Ethnologues en herbe**



Participants à la réunion (par ordre d'intervention)

- Mr Papa Ndiaye, Institut Fondamental d'Afrique Noire de l'Université Cheikh Anta Diop, Dakar
- Mme Deltenre-De Bruycker, Association Ethnologues en Herbe, Paris et Bruxelles
- Mme Nafissatou Bakhoun, Institut Fondamental d'Afrique Noire (projet de numérisation des biens culturels africains) Dakar
- Mr Philippe Dubé, Laboratoire de muséologie et d'ingénierie culturelle de l'université de Laval, Québec
- Mr Christian Ndombi, Bureau Régional pour l'Éducation en Afrique (BREDA), UNESCO, Dakar
- Mr Amadou Mboye, Bureau Régional pour l'Éducation en Afrique (BREDA), UNESCO, Dakar
- Mr Ibrahima Thiaw, Musée d'art Théodore Monod, Dakar
- Mr Abdoulaye Touré, Musée d'Histoire de Gorée, Dakar
- Mme Fatima Fall, Musée du Centre de recherche et de documentation du Sénégal, CRDS-IFAN, Saint Louis
- Mr Abdou Kadir Boye, Institut Fondamental d'Afrique Noire
- Mme Diane Toffoun, École du Patrimoine Africain, Porto-Novo
- Mr Pascal Leonardi, Plate-forme Anthroponet, Musée de L'homme, Paris
- Mme Christine Onguene et Mr Louis-Martin Essono, Centre de Recherche et d'Étude du Français de Scolarisation de l'Université de Yaoundé (CREFSCO), Yaoundé
- Mr Joseph Sarr, UCAD et Réseau Sénégalais de Solidarité Numérique, Dakar
- Mr Ahmed Hafez, Centre des Arts de la Bibliothèque d'Alexandrie, Alexandrie
- Mme Monica Paduret, Musée du Paysan Roumain, Bucarest
- Mr Kodjo Noussouglo, Ministère de la culture du Togo, Coalition togolaise pour la diversité culturelle, Lomé

(Voir à la fin de ce document une présentation détaillée des partenaires)

Sommaire

A. Le projet « Patrimoines en Mouvement »

B. Conclusions de la réunion et état d'avancement du projet

1. *Origine de PEM : les approches pédagogiques et multimédias de l'association Ethnologues en herbe*
2. *Images de l'ethnologie au Nord et au Sud*
3. *Images des musées d'ethnologie et des patrimoines culturels auprès des jeunes*
4. *Les patrimoines ethnographiques : supports pédagogiques pour l'éducation à la diversité culturelle ou cristallisateurs de préjugés?*
5. *De l'école au musée, et vice-versa*
6. *Synergies entre un projet culturel et les programmes scolaires.*
7. *La fracture numérique entre les musées partenaires*
8. *Les contenus de la plateforme PEM : premières pistes*
9. *État d'avancement de la plateforme PEM*
10. *Prochaine échéance : réunion de formation des responsables muséaux et des enseignants aux patrimoines culturels et aux outils multimédias*

C. Brève présentation des participants à la réunion

A. Le projet « Patrimoines en Mouvement »

Présentation du projet

Sélectionné en février 2009 lors du 16^{ème} appel à projet du Fonds Francophone des Inforoutes (Institut de la Francophonie Numérique), le projet *Patrimoines en mouvement* a pour objectif de favoriser la coopération entre des musées d'ethnologie de divers pays francophones, des laboratoires de recherches en sciences sociales et divers acteurs de l'enseignement et de la formation.

Initié par l'association loi 1901 « Ethnologues en herbe » spécialisée dans l'éducation à la diversité culturelle, le projet PEM doit se concrétiser par une plate-forme multimédia permettant de valoriser les collections et les fonds de ces musées à travers des ressources pédagogiques élaborées conjointement et destinées à la promotion de la diversité culturelle.

Ces ressources s'adresseront aux élèves des écoles primaires, collèges et lycées des villes et pays où sont situés ces musées, et au-delà à l'ensemble des jeunes francophones intéressés par les patrimoines culturels. Elles seront donc établies de manière à bénéficier à un socle commun de connaissances et de compétences et permettront d'enrichir certains contenus pédagogiques favorisant les apprentissages dans les matières telles que les langues, l'histoire, la géographie, les arts plastiques, les technologies numériques, etc.).

Cette plate-forme a aussi une vocation de formation pour les médiateurs culturels et les enseignants souhaitant s'approprier des outils pédagogiques pour aborder la diversité des patrimoines culturels avec les élèves à la fois dans la classe et dans les musées.

L'ensemble de ces ressources sera conçu de manière à pouvoir bénéficier directement aux musées et autres structures partenaires, notamment grâce à des liens et téléchargements sur les sites des musées, grâce à des possibilités d'impression des contenus ou de gravures sur des supports multimédias.

Enjeux de la réunion

La première réunion de Patrimoines en Mouvement s'est déroulée les 6 et 7 juin derniers au Musée Théodore Monod de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire à Dakar.

Elle a été l'occasion de dégager de premières pistes en termes de contenus pédagogiques pour la plate-forme, d'aborder de nombreuses questions de fond telles que la perception de l'ethnologie, l'appropriation parfois difficile des patrimoines ethnographiques, les disparités de moyens entre entreprises culturelles du Nord et du Sud, les difficultés d'harmoniser les attentes en termes de contenus pédagogiques pour l'ensemble des élèves de la Francophonie.

En s'adressant à des patrimoines particuliers, à savoir les patrimoines

ethnographiques, en tentant le pari de rassembler des musées et institutions du Nord et du Sud dans ce contexte tendu où l'héritage des périodes coloniales qui ont présidé à l'arrivée de ces patrimoines dans les pays du Nord, n'est pas réglé, en s'appuyant sur l'utilisation de nouvelles technologies qui présente encore de fortes disparités entre pays francophones, et enfin, en ayant pour perspective la création d'outils pédagogiques à la fois articulés aux manuels scolaires et destinés à l'ensemble des jeunes francophones, le projet Patrimoines en Mouvement a d'emblée soulevé des questions sensibles.

Ce rapport tente une synthèse des débats et présente l'état d'avancement de la plate-forme depuis la réunion. Il est aussi destiné à définir les bases de la prochaine rencontre des partenaires de Patrimoines en Mouvement, qui aura lieu à l'École du Patrimoine Africain Porto Novo, et qui sera destinée à aider les partenaires dans la conception et la réalisation de supports de communications en ligne ainsi qu'à la formation des médiateurs culturels aux outils pédagogiques multimédias.

B. Conclusions de la réunion et état d'avancement du projet

1. Origine de PEM : les approches pédagogiques et multimédias de l'association Ethnologues en herbe

Résumé:

Il n'existe pas actuellement sur l'Internet une plate-forme multimédia permettant à plusieurs musées de mutualiser leurs collections et leurs fonds en vue de proposer des ressources pédagogiques directement opérationnelles dans les classes.

Avant de proposer « Patrimoines en mouvement » aux musées, laboratoires scientifiques et autres institutions partenaires, l'association Ethnologues en Herbe avait déjà mis en œuvre sur Internet des ressources pédagogiques pour l'éducation à la diversité culturelle. Une plate-forme test avait permis de rassembler de premières collections autour de thèmes globaux. Le projet peut donc bénéficier de la réflexion et des ressources existantes.

En préambule à la réunion, Mme Chantal Deltenre (Ethnologues en Herbe, France) rappelle le contexte dans lequel l'association a initié le projet Patrimoines en Mouvement et présente les approches pédagogiques de l'association ainsi que ses ressources numériques actuelles susceptibles de bénéficier au projet.

Le premier objectif de l'association, créée en 2000, est de favoriser l'éducation des jeunes à la diversité culturelle. Son approche pédagogique se fonde sur l'ethnologie contemporaine ou ethnologie « du proche » (souvent l'ethnologie urbaine) qui se démarque de l'approche « exotique » qui a présidé à l'essor de cette science sociale au XIX^{ème} siècle.

Depuis dix ans, les ethnologues de l'association animent en France et depuis peu en Belgique, des ateliers d'ethnographie dans des classes élémentaires, collèges et lycées où les élèves mènent l'enquête sur des thématiques diverses : les espaces de vie (villes, quartiers, écoles, etc.), les objets de la vie quotidienne, le masculin/féminin, etc. Pendant les ateliers, les élèves s'approprient cette méthode spécifique à l'ethnologie : l'ethnographie, à savoir l'observation et la description de la vie quotidienne.

Parallèlement, l'association anime depuis 2000 un site Internet www.ethnokids.net qui permet aux classes de télécharger les résultats (textes, photos, vidéos, etc.) de leurs ateliers selon les thèmes abordés et qui offre à des enseignants des ressources leur permettant de mener un atelier d'ethnographie dans la classe avec

l'appui à distance des ethnologues de l'association. C'est ainsi que des classes d'une trentaine de pays ont participé au site www.ethnokids.net

Depuis 2005, l'association favorise l'éducation à la diversité des patrimoines culturels en organisant des ateliers « Musées Maisons » où les élèves sont invités à découvrir des objets muséaux illustrant un thème donné (le vêtement et la parure ; l'enfance ; le jeu et le jouet ; etc.) tout en explorant des objets de leur quotidien. Ces ateliers permettent aux élèves de faire l'expérience de la continuité de l'inventivité culturelle dans le temps et dans l'espace. Ces ateliers sont menés à Paris avec le Musée du Quai Branly et à Bruxelles avec les Musées Royaux d'Art et d'Histoire et le Musée Royal d'Afrique Centrale de Tervuren.

Sur le plan multimédia, une première ressource a été élaborée en collaboration avec des musées d'ethnologie du Bénin, de Nouvelle Calédonie, du Togo, du Québec, de Bulgarie et du Vietnam. Chacun de ces musées a illustré à travers des objets numérisés de ses collections plusieurs thématiques : cuisiner/manger ; habiter/vivre ensemble ; se vêtir/se parer ; prier/croire ; naître/mourir. Des cartels explicatifs ont été écrits par les conservateurs : d'où vient l'objet ? A quoi sert-il ? Dans quel contexte est-il utilisé et par qui ?... Un « ethnodico » donnait aussi la mesure de la richesse lexicale multilingue de l'exploration de ces quelques cent cinquante objets.

C'est dans ce contexte que l'association a proposé PEM afin de poursuivre son projet d'éducation à la diversité culturelle, et en particulier à la diversité des patrimoines culturels. Le projet PEM pose en outre les questions suivantes :

- Comment les nouvelles technologies peuvent-elles contribuer à renforcer les liens entre les musées d'ethnologie et les jeunes publics, en particulier via les établissements scolaires ?
- Comment des contenus pédagogiques créés à partir des ressources des musées partenaires peuvent-ils contribuer à enrichir les compétences et les connaissances de tous les jeunes francophones ?
- Comment le projet PEM peut-il contribuer à resserrer les liens entre les musées du Nord et du Sud dans la perspective d'une valorisation mutuelle de leurs collections et ce, sur le fond de crispations actuelles où l'on voit de plus en plus de communautés réclamer des patrimoines culturels présents dans les musées du Nord depuis les périodes de colonisation ?

2. Images de l'ethnologie au Nord et au Sud

Résumé:

Le projet Patrimoines en Mouvement est sous-tendu par une approche pédagogique fondé sur l'ethnologie et la méthode qui lui est spécifique, l'ethnographie. Or le statut de l'ethnologie diffère entre les partenaires de PEM, cette science sociale ayant été étroitement associée aux périodes de colonisation. La question est posée de savoir comment

l'ethnologie peut être un outil pour aborder l'éducation à la diversité culturelle dans la classe.

Les outils pédagogiques de la plate-forme « Patrimoines en Mouvement » ne pourront se concevoir sans être le lieu d'un questionnement sur l'histoire de l'ethnologie, son héritage et son inscription dans l'histoire.

Mr Ibrahim Thiaw (Musée Théodore Monod, Sénégal), rappelle au début de la réunion que l'ethnologie, en tant que science sociale, reste empreinte de préjugés dans nombre de pays qui ont été colonisés et où elle a longtemps consisté à enfermer dans le regard occidental une réalité vue comme exotique.

« Ici, l'ethnologie, de par son histoire, n'a pas bonne presse », dit-il. « Ce n'est pas seulement sensible dans les musées, mais ça se reflète à l'université où cette discipline est peu enseignée. C'est un sérieux problème. Il faut rompre avec un certain héritage muséal ethnographique pour que les publics se sentent confortables dans la manière dont ils sont représentés. C'est une composante sensible et essentielle pour s'adresser aux enseignants et aux élèves. Il faut donner un autre visage à l'ethnologie. Depuis l'indépendance, les années 60, l'ethnologie, en raison de son passé, n'a guère été promue pour jouer un rôle important dans l'éducation. Il y a des raisons évidentes à cela. Alors quelle stratégie mettre en œuvre pour que les publics développent une nouvelle perception de l'ethnologie ? C'est une réflexion importante à mener. Le problème des musées africains, c'est qu'ils ont un passé très lourd et les publics qu'ils servent, la plupart du temps, ne sont pas sénégalais mais occidentaux ».

La question se pose dès lors de savoir pourquoi choisir l'ethnologie comme support pour une ressource pédagogique destinée à l'éducation à la diversité culturelle.

Chantal Deltenre (Ethnologues en herbe, France) rappelle que l'ethnologie en tant que science sociale cherche depuis un demi siècle de nouveaux repères, et que l'association « Ethnologues en herbe » fonde son approche pédagogique sur l'« ethnologie du proche » ou « ethnologie du quotidien » pour englober une dimension réflexive où les ethnologues étudient désormais toutes les sociétés. Elle s'appuie surtout sur les techniques de l'ethnographie pour animer des ateliers dans les établissements scolaires.

Elle invite les participants à consulter à la fin du mois de juin « L'atelier d'ethnographie, livret de l'association 'Ethnologues en herbe' pour l'éducation à la diversité culturelle » qui rassemble des ressources théoriques et pratiques pour mener des ateliers d'ethnographie dans des classes marquées par une forte diversité culturelle, en particulier des classes accueillant des élèves récemment arrivés en France et dont beaucoup ont été peu ou pas scolarisés. Les principaux éléments de ce livret sont disponibles sur le nouveau site www.ethnoclic.net.

Des notions telles que l'ethnologie, l'ethnographie, la culture, la diversité culturelle, les patrimoines, etc. sont définies afin d'aider les enseignants

accueillant des ateliers ou les organisant à présenter le projet aux élèves. L'essentiel de ce livret est disponible en ligne sur le site www.ethnoclic.net dans la rubrique « Ressources pour les ateliers », les notions de A à Z.

Il est toutefois décidé que la question soulevée par Mr Thiaw est suffisamment importante pour que les pistes proposées en matière de contenus pédagogiques puissent y faire écho. Mme Deltenre exprime que pour l'association Ethnologues en Herbe, le projet PEM ne peut se concevoir sans être le lieu d'un questionnement sur l'héritage ethnologique et son inscription dans l'histoire.

3. Images des musées d'ethnologie et des patrimoines ethnographiques auprès des jeunes

Résumé:

Le projet Patrimoines en Mouvement s'appuie sur un partenariat avec des musées d'ethnologie, ou musées de société. Or, si l'on constate en Occident un engouement de plus en plus fort pour les patrimoines ethnographiques, qui se marque notamment par la multiplication des musées et des événements autour des patrimoines culturels, les représentants des institutions africaines à la réunion de PEM pointent une difficile appropriation des patrimoines par les publics locaux, et notamment les jeunes publics à qui s'adresse en priorité le projet.

La plate-forme Patrimoines en Mouvement devra s'inscrire dans un contexte plus global où les musées mettent en œuvre une stratégie de communication destinée à renforcer le lien social avec les publics locaux et dans un second temps, avec des partenaires et publics internationaux.

Le laboratoire de muséologie et d'ingénierie culturelle de l'université de Laval (Québec) mettra tout en œuvre pour appuyer les stratégies des Petits et Moyens Musées partenaires de PEM à définir cette stratégie et à y inscrire la plate-forme Patrimoines en Mouvement.

Par ailleurs, vu, d'une part, les lacunes dans les stratégies de communication des musées vis-à-vis des publics jeunes multiculturels et d'autre part, les difficultés qui président à attirer les publics jeunes locaux, toutes les ressources pédagogiques de PEM devront pouvoir s'adresser à la diversité culturelle des classes et au souci des jeunes d'échapper aux préjugés et de ne pas cristalliser les différences.

Le projet PEM s'appuie essentiellement sur un partenariat avec des musées d'ethnologie. Par leur histoire remontant souvent au XIX^{ème} siècle, les musées d'ethnologie se sont créés soit autour d'objets témoins de traditions et de folklores

locaux, nationaux ou régionaux, soit autour d'objets collectés en pays étrangers, notamment dans les périodes de colonisation. L'idée était alors d'organiser à partir de ces collections rassemblées et étudiées par types, familles ou séries, la connaissance des modes de vie du genre humain dans un but scientifique et pédagogique. Quand leurs collections évoquaient des pays lointains, ces musées n'étaient pas sans véhiculer nombre de stéréotypes qui inclinaient plus à la mise à distance des peuples concernés qu'à un rapprochement. Et lorsqu'elles étaient constituées pour offrir la meilleure illustration possible de l'identité de tel ou tel Etat-nation, elles n'étaient pas exemptes d'une certaine exacerbation des nationalismes.

Pour l'association Ethnologues en Herbe, les collections des musées d'ethnologie sont des lieux de confrontations de regards, c'est cela qui les rend intéressants en tant de supports pour une approche de la diversité culturelle et du dialogue interculturel dans la classe.

Or l'appropriation de ces collections muséales par les jeunes publics pose problème au Sud comme au Nord.

Les musées d'ethnologie bénéficient au Nord de politiques culturelles en leur faveur si bien que leurs moyens leur permettent de démultiplier les outils de communication et de médiation avec leurs publics.

Ces moyens correspondent à un désir toujours plus fort de patrimonialisation au Nord. « La société contemporaine se muséalise, c'est un phénomène grandissant », dit Mr Philippe Dubé (Lamic, Québec). « L'organisation internationale des musées et des professionnels de musée, l'ICOM déborde. Quand j'ai rejoint l'organisation en 1989, nous étions 7000 membres. Aujourd'hui 26000. Il y a une véritable explosion muséale qui s'exprime de nombreuses façons. Pierre Jeudy dit que le musée est un lieu de compensation. Il offre des repères là où la société en propose de moins en moins ».

Ainsi les musées d'ethnologie, loin d'être relégués au rang d'institutions poussiéreuses, continuent à avoir une place importante dans nos sociétés où la demande de repères ne fait que s'accroître de même que le désir de patrimonialisation.

Pour Mr Dubé, les 'musées d'histoire' ou 'musées d'ethnologie' peuvent être regroupés sous l'appellation « Musées de société » englobant plusieurs types de musées et permettant de désenclaver les musées d'ethnologie dans l'image restrictive qu'on a pu leur donner au siècle dernier.

Les musées de société sont traversés par un double courant de pensée : « Pour des penseurs tels que Nietzsche ou Baudrillard, le musée est un signe de mort, signe qu'une société se met à mort, le musée étant une façon de faire le deuil de ce que nous avons été, ne sommes plus », exprime Mr Dubé. « Un autre courant imagine le musée non pas comme un monument qui annonce une mort mais comme un créateur de lien social. Je m'inscris dans cette pensée, dans l'idée que le musée est capable de créer du lien social ».

Mr Dubé pose la question de savoir ce qu'est un musée : un espace dans un lieu où des visiteurs viennent à la rencontre des objets. C'est une triade universelle élémentaire : dans un espace donné, la rencontre d'un visiteur avec des objets. Cette triade a permis d'esquisser le LAMIC et ses champs d'expertise.

S'appuyant sur sa recherche consacrée à la notion de « Petit et Moyen Musée » (PMM), Mr Dubé constate que le PMM est beaucoup plus à même de créer du lien social que les grands musées. Contrairement aux grands musées, les PMM (c'est le cas de beaucoup de musées d'ethnologie) sont davantage ciblés sur l'humain, leur taille permettant des échanges plus immédiats. « Chaque PMM a sa spécificité qu'il faut définir : « Est-ce que mon musée fait territoire ? Est-ce qu'il fait mémoire ? Est-ce qu'il fait voir ? Est-ce qu'il fait valoir ? », interroge Mr Dubé qui a mis au point une grille permettant de définir et d'analyser les modèles de PMM. Le PMM allie émotion et cognition. Il incarne un nouveau modèle où la conservation se transforme en « communalité », en liens avec la communauté. Le deuxième élément est la communication (pas la diffusion) à l'échelle humaine, l'entrée en contact et en relation durable avec les visiteurs ; le troisième élément est la commercialisation où le musée, souvent demandeur de ressources, se donne la possibilité de générer des revenus propres par l'exploitation de certains espaces notamment ».

C'est dans ce contexte que le projet Patrimoines en Mouvement doit s'inscrire : permettre aux musées partenaires de créer du lien social avec les publics locaux et internationaux. Dépasser la vision qui voudrait « qu'un musée tel que le Musée d'art Théodore Monod soit le cimetière d'une civilisation qui n'est plus. C'est fini l'Afrique traditionnelle et on lui crée un lieu de mémoire, un tombeau. L'idée de convivialité, d'inscription des relations publics/musées dans le temps doit être prédominante, avec une possibilité pour les visiteurs, en particulier pour les jeunes, de préparer leurs visites et de les poursuivre, par exemple virtuellement grâce à la plate-forme numérique 'Patrimoines en mouvement'. L'étude de l'espace inspirée de la géomatique aide à comprendre ce qu'un visiteur attend de l'espace muséal, quelle logique spatiale mettre en œuvre, quelles lectures en fait le visiteur. Mais un musée peut s'agrandir de l'intérieur avec des espaces de vie multiples (restaurants, cafétérias, salles d'accueil des jeunes avec jeux, etc.) et virtuellement, il peut s'agrandir à l'infini grâce aux technologies ». Ce serait là aussi la place de Patrimoines en Mouvement.

Aux limites concrètes imposées par la muséographie actuelle peu attrayante de certains musées, la plate-forme virtuelle « Patrimoines en mouvement » peut constituer une échappée spatiale qui prépare la refonte réelle du lieu et de ses espaces d'exposition dès le moment où de véritables moyens seront engagés pour ce faire.

Toutefois les stratégies de construction de liens sociaux mises en œuvre par les PMM et tentées par les grands musées sont loin de porter partout leurs fruits. Les classes marquées par une forte diversité culturelle éprouvent bien souvent une gêne à découvrir les collections et fonds ethnographiques ou historiques de musées témoignant du passé des pays dont les élèves sont originaires sans qu'il y ait dans l'espace muséal le moindre outil de contextualisation permettant de

comprendre que ces pays, ces cultures lointaines ont évolué et qu'elles s'inscrivent désormais de plein pied dans le monde contemporain.

Encore présentées dans une sorte de distance avant tout marquée par l'émotion esthétique, ces collections contribuent trop souvent à enfermer les sociétés dont elles sont issues dans l'image de sociétés fossilisées dans un passé lointain. Ceci a été souvent ressenti, exprime Mme Deltenre, dans les visites au Musée du Quai Branly avec des classes pluriculturelles.

Dans ces présentations distanciées, on retrouve le même problème du « point de vue occidental » que celui qui prédomine encore dans les musées du Sud dont la scénographie reste empreinte de la vision occidentale des cultures locales.

C'est le cas du Musée Théodore Monod dont Mr Thiaw signale l'inadéquation de la présentation des collections permanentes avec les publics scolaires actuels parce que la muséographie est exclusivement centrée sur la représentation de scènes rurales traditionnelles, qu'elle renvoie à une image fossilisée dans le temps des sociétés africaines, sans aucun contrepoint avec la réalité contemporaine de la société sénégalaise. « Le problème des musées africains, c'est qu'ils ont un passé très lourd et les publics qu'ils servent, la plupart du temps, ne sont pas sénégalais mais occidentaux », dit Mr Thiaw.

Mr Christian Ndombi (BREDA-UNESCO, Sénégal) confirme la méconnaissance des institutions muséales par les différents publics au Sénégal. La publication en 2009 d'un livret sur les musées du Sénégal et l'enquête qui a précédé cette publication à l'UNESCO BREDA ont révélé que beaucoup de Sénégalais ignoraient l'existence des musées en dehors du Musée d'art Théodore Monod à Dakar et de la Maison des esclaves de Gorée. Très peu d'entre eux connaissaient par exemple le Musée de la femme en face de la Maison des esclaves. Encore moins le musée de la marine ou celui de l'histoire sur l'île de Gorée. En menant l'enquête sur la fréquentation de ces musées, le BREDA a décelé un très faible taux de fréquentation des jeunes.

« La question est de savoir pourquoi. Est-ce parce que les musées, tels qu'ils sont conçus, ne correspondant pas aux attentes des jeunes publics ou bien est-ce de la part des musées et de l'État, une absence de politique muséale ? Il n'y a pas de réponse précise », explique Mr Ndombi qui ajoute :

« Le grand problème du patrimoine, c'est que les enfants ignorent ce que cela veut dire. Il faut le leur apprendre. Tant qu'on ne leur apprendra pas, les discours de sauvegarde resteront vains. Pour qui sauvegarde-t-on ? L'approche pédagogique est fondamentale. Au niveau des manuels scolaires, il est urgent d'inscrire cette dimension patrimoniale. Plus les jeunes connaîtront leur patrimoines, plus ils connaîtront leur histoire et nous ne serons plus dans cette situation où l'Afrique est dans cette position défensive où elle doit affirmer qu'elle a une histoire. Ce sera une évidence ».

D'autres musées participant à la réunion constatent qu'ils sont désinvestis par les populations locales, essentiellement fréquentés par les publics étrangers de passage, et qu'ils se désinscrivent peu à peu de l'environnement sociétal où ils

devraient trouver leur place.

En butte à l'absence de moyens et de stratégies de communications, notamment envers les jeunes, à l'absence de personnels pour la médiation, ils voient leur situation empirer.

Mme Diane Toffoun (École du Patrimoine Africain, Bénin) exprime que le constat de désaffection des musées par les populations locales touche toute l'Afrique francophone. Couvrant 26 pays de l'Afrique subsaharienne, l'EPA travaille avec un certain nombre de musées aussi bien (surtout) dans le domaine de la formation du personnel que dans celui de la mise en place d'une politique à l'endroit des jeunes.

L'École s'appuie sur deux enquêtes menées dans le cadre du programme « Les musées au service du développement » en 1999 dans 17 villes africaines sur la fréquentation des musées par les scolaires et une enquête réalisée de mars 2001 à février 2002, dans 5 pays (Burkina Faso, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Sénégal) sur les programmes scolaires du primaire, afin d'y déceler des portes d'entrée pour le patrimoine culturel.

La première enquête a indiqué que 90% des élèves du primaire ne fréquentent pas les musées qui se caractérisent par un manque de politique de politique d'accueil, de ressources humaines et financières, d'infrastructures et d'équipements d'accueil, de mobilier d'animation.

« Jusqu'ici les musées ont négligé leurs publics et tout misé sur la conservation du patrimoine, dit Mme Toffoun. A Ouagadougou, un conservateur disait qu'il voulait bien accueillir les enfants mais il avait peur qu'ils détériorent les objets. Ainsi, malgré les efforts fournis, des difficultés demeurent et les constats suivants peuvent être relevés :

- Il n'existe pas une réelle politique du public jeune. Cependant, quelques actions sporadiques sont menées, et ne rentrent pas dans une programmation générale du musée.
- Malgré le fait que le public fréquente très peu les musées, ceux-ci engagent très peu d'actions pour aller vers lui.
- Les enseignants sollicitent parfois les musées pour illustrer les leçons, mais ceci n'entre pas dans le cadre d'un projet partenarial.
- Il n'existe pas d'outils de communication adaptés au public jeune. En effet, tout ce qui est conçu (dépliants, guides de visite du musée, etc.) est adressé au grand public.

Les besoins, dit Mme Toffoun (EPA, Bénin), restent remarquables sur plusieurs plans. En termes de moyens humains (formations), les musées ont besoin de plus de personnel compétent pour concevoir et mener des partenariats avec les écoles. Et aussi pour concevoir des outils de communication et didactiques à l'endroit des jeunes. Ils ont besoin de moyens financiers pour l'édition d'outils, pour le transport des élèves vers le musée. De moyens logistiques : infrastructures et dispositifs

d'accueil pour les enfants au musée. Et de partenariats officiels appuyés avec les Instituts Pédagogiques Nationaux.

« Malgré le faible taux de fréquentation des jeunes dans les musées africains, seules des actions sporadiques de médiation culturelle sont menées par les musées en direction des jeunes, et il n'y a pas de réelle stratégie de communication ou de programmation. Si les enseignants sollicitent parfois les musées pour illustrer des leçons, ces échanges ne débouchent nulle part sur un partenariat durable. Pourtant, conclut Mme Toffoun, ce sont les jeunes qui constituent le public d'avenir sur lequel il faut s'appuyer pour réussir à améliorer la fréquentation du musée par le grand public ».

Réaffirmant que le musée a un rôle social à jouer car il appartient à la société civile, Mr Thiaw dit son souhait de faire du musée Théodore Monod un espace de socialisation comme le préconise Mr Dubé, « un lieu de rencontres de communautés hétérogènes à divers niveaux (culture, langue, religion, sexe), un lieu qui peut accueillir la confrontation ».

Mais dans l'état actuel des choses, seules les expositions temporaires lui permettent de dépasser l'image fossile, l'image tombeau qui colle aux collections permanentes. Il le fait grâce à des expositions thématiques permettant de faire le lien entre les collections patrimoniales du musée et la société sénégalaise actuelle, comme récemment une exposition sur les instruments de musique. « Si la possibilité nous est donnée, grâce à PEM, de créer des liens avec les jeunes publics et des médiateurs comme les enseignants en partageant des ressources en lignes, c'est une chance à saisir », conclut-il.

Appuyé par d'autres musées partenaires du Sud, Mr Thiaw indique que le pire serait de nier cet héritage et de n'y voir que les traces d'un passé révolu sans lien aucun avec la modernité des sociétés africaines.

Mme Monica Paduret (Musée du paysan roumain, Bucarest) explique quant à elle la lente réappropriation de son musée par ses différents publics à travers une stratégie sensible invitant les visiteurs à apporter au musée des collections personnelles. Ainsi, ce musée a le projet de créer un Musée virtuel de l'enfance basé non pas sur ses collections propres, mais sur des dons de particuliers dont les témoignages sont enregistrés au fur et à mesure des dépôts. Ce lien quasi personnel, tissé entre le musée et ses visiteurs, permet à la fois de dépasser les appréhensions du public quant à un lieu qui a pu être associé à un ancien régime politique où le patrimoine folklorique était instrumentalisé par le pouvoir. Ici aussi le musée d'ethnologie est questionné dans son approche identitaire qui a trop souvent versé dans le nationalisme.

Mr Ahmed Hafez du Musée des Arts de la bibliothèque d'Alexandrie explique la nécessité d'inscrire des ateliers jeunes publics dans la stratégie du musée, à la fois comme appropriation de techniques artistiques (musicales notamment) et

artisanales contemporaines afin d'aborder les patrimoines anciens du pays présents dans le musée.

4. Les patrimoines ethnographiques : supports pédagogiques pour l'éducation à la diversité culturelle ou cristallisateurs de préjugés ?

Résumé:

Si la découverte des patrimoines ethnographiques pose problème dans les musées du Nord à cause des stéréotypes dont les jeunes de classes multiculturelles peuvent se sentir victimes en les découvrant, elle pose exactement la même question au Sud vu la prégnance du regard occidental dans la muséographie et le manque de lien avec l'époque contemporaine.

Il est dès lors recommandé que les ressources et outils pédagogiques de PEM contribuent à sensibiliser les jeunes aux patrimoines ethnographiques sans prendre le risque de stigmatiser l'altérité et par conséquent d'aboutir au résultat opposé que voudrait l'éducation à la diversité culturelle, à savoir une cristallisation des différences plutôt qu'un apprentissage visant à déjouer les stéréotypes et à instaurer un dialogue interculturel sur fond d'ouverture et de respect mutuel.

Pour ce faire, il est proposé, à l'instar des ateliers « Maisons Musées » déjà expérimentés par l'association Ethnologues en Herbe, de concevoir des ressources pédagogiques qui font le lien entre hier et aujourd'hui, ici et ailleurs, sur base de thèmes universels et transversaux.

« L'IFAN doit être un forum de réflexion sur les questions ethnologiques et anthropologiques illustrées par tous les documents qu'il détient. Il faut être prudent. Se poser les questions suivantes : qui a le droit de représenter qui ? qui représente qui ? Qui décrit qui ? Si on ne se pose pas ces questions là, ça peut engendrer plus de frustrations qu'autre chose. (...) Les patrimoines de l'IFAN, objets matériels, documents iconographiques, textuels ou autres, sont généralement des documents très chargés. Les notions de races et d'ethnies ne peuvent être présentés de manière brute, il faut élaborer de nouveaux canevas, les travailler. Les fiches descriptives des objets du musée par exemple me posent souvent d'énormes soucis, elles ne collent pas, elles reflètent des préoccupations idéologiques ; ce sont les mêmes pour les cahiers William Ponty (voir plus loin) dont la terminologie est datée. Tous ces documents ont un passé qu'il faut

travailler à la base à défaut sinon de provoquer l'effet contraire de ce qu'on recherche, à savoir une éducation à la citoyenneté, à la diversité culturelle, à faire en sorte que nos musées, nos patrimoines soient des espaces d'expressions de toutes les couches de la société dans sa diversité de genres, d'ethnies, de classes », exprime Mr Thiaw.

Les participants conviennent qu'il est impossible de faire travailler des jeunes sur des documents ethnographiques « bruts » répertoriés pendant la période de colonisation et le plus souvent à travers le regard et l'analyse du colonisateur.

Une prise de recul est nécessaire, éventuellement même un travail sur le décalage entre la vision du monde des Occidentaux qui ont répertorié ces documents et le regard qu'on peut avoir aujourd'hui, en Afrique, sur ces objets.

Les ateliers « Musées maisons » mis en œuvre par l'association Ethnologues en herbe invitent les élèves à la fois à découvrir les objets de diverses collections muséales sur un thème donné (par exemple le jeu) et en même temps, à explorer ce thème dans leur vie quotidienne. La fin de l'atelier se traduit par une exposition virtuelle où les jeunes participants exposent à la fois des objets muséaux et des objets contemporains.

Cette relation entre hier et aujourd'hui, entre ici et ailleurs, est utile pour dépasser les stéréotypes encore souvent associés aux musées d'ethnologie et à leurs collections.

Elle est aussi expérimentée dans de nombreux musées où des passages sont ménagés entre les collections anciennes et les œuvres d'art contemporaines ou encore entre les collections et les communautés telles qu'elles s'expriment sur ces objets aujourd'hui.

Seule une telle approche permettra d'aborder la diversité des expressions patrimoniales par le prisme d'une universalité plutôt que par celui des différences culturelles, et par cette idée que les cultures ne sont pas circonscrites au passé et qu'elles se métamorphosent avec le temps.

Il est préconisé que les fonds et collections mis à disposition du projet Patrimoines en mouvement, aient un contrepoint dans les sociétés contemporaines soit à travers les expressions artistiques contemporaines soit à travers l'expression des apprentis ethnographes qui participent au site www.ethnoclic.net et téléchargent des documents sur leur vie quotidienne tout en découvrant diverses thématiques muséales représentées par des objets anciens.

5. De l'école au musée, et vice-versa

Résumé:

La plate-forme Patrimoines en Mouvement doit se concevoir en lien étroit avec les musées (partenaires culturels) et les établissements scolaires et toutes autres structures permettant de favoriser une meilleure connaissance des patrimoines culturels par les jeunes publics.

C'est dans un mouvement de va-et-vient entre ces deux univers que les liens pourront se tisser de façon durable et non par le biais de visites épisodiques détachées des apprentissages.

Les ressources et outils de PEM s'inspireront des recommandations de l'École du Patrimoine Africain dans le cadre du programme « Musées au service du développement » ainsi que des contenus pédagogiques proposés par l'EPA dans les livrets « Musécole » (thèmes des contes et légendes/ masques/ botanique/ artisanats traditionnels). L'EPA est invitée à communiquer toute information utile sur ces livrets et DVD sur les arts traditionnels (tissage traditionnel, teinture, travail du cuir de la Gambie) afin que ces ressources puissent éventuellement être complétées par les collections et fonds d'autres partenaires.

Les outils de PEM s'inspireront aussi du projet « Le musée va à l'école » mis en place par le musée d'histoire de Gorée et qui porte à la fois sur les thèmes de la colonisation et de la religion. Il est proposé que tous les partenaires de l'IFAN travaillent conjointement à rassembler des ressources numérisées pour illustrer ces deux thèmes qui pourront ensuite être investis par d'autres partenaires.

Mr Christian Ndombi (BREDA-UNESCO, Sénégal) indique que la connaissance et l'appropriation par les jeunes des patrimoines culturels sont les conditions de base pour la préservation et la promotion de ces patrimoines culturels, ressources importantes s'il en est non seulement pour des questions de mémoire, d'histoire mais aussi dans pour le développement économique et social des pays du Sud en particulier. Mr Amadou Ndoeye (BREDA-UNESCO et Ministère de la culture au Sénégal) réaffirme l'importance de relier les problématiques du patrimoine à l'éducation. De faire le lien entre éducation et culture, surtout pour les plus jeunes. C'est un des moyens essentiels pour sensibiliser à long terme à la protection et la promotion de la diversité culturelle.

C'est pourquoi, au vu de la désaffection des publics et du manque de moyens des musées, il est important de continuer à construire le lien entre les domaines culturels et éducatifs et aussi d'élaborer des politiques favorisant le passage de l'un à l'autre. C'est dans cet esprit que doit être conçue la plate-forme « Patrimoines en Mouvement ».

Suite aux enquêtes susmentionnées qui font état de la désertion des musées par les publics locaux, l'École du Patrimoine Africain, dans le cadre du programme « Musées au service du développement », a proposé de renouveler les modes de gestion du musée, les aidant à la fois à installer de la médiation culturelle et à générer leurs propres ressources.

« Conformément à l'un de ses objectifs qui est de proposer aux publics africains des programmes permettant la découverte et la réappropriation de leur patrimoine culturel, l'EPA s'est questionnée sur la politique à adopter afin que les

scolaires s’y intéressent », dit Mme Toffoun (EPA, Bénin). « C’est ainsi que, dans le cadre d’un projet école-musée, l’EPA a réalisé des enquêtes sur les potentialités des musées comme lieux d’éducation des publics scolaires. Suite à la présentation des résultats qui ont été validés au cours d’un atelier, les propositions d’actions suivantes ont été retenues par l’EPA, afin d’établir une véritable synergie entre l’École et le Musée :

- Organiser des actions de promotion des musées en direction de l’ensemble de leurs publics, particulièrement ceux du secteur de l’éducation [...]
- Créer et entretenir des réseaux nationaux et régionaux composés de professionnels du patrimoine et des acteurs des systèmes éducatifs. Ces réseaux auraient pour tâche prioritaire la sensibilisation des autorités compétentes à une meilleure prise en compte du patrimoine dans les programmes scolaires. En outre, les réseaux étudieraient les conditions et mesures pratiques de cette prise en compte.
- Organiser des modules de formation en médiation culturelle à l’intention des patrimoniteurs africains [...]
- Informer et former les acteurs des systèmes éducatifs à une meilleure connaissance du patrimoine culturel.
- Impliquer les éducateurs, les parents d’élèves, les élèves et autres personnes ressources dans la conception des ouvrages éducatifs sur le patrimoine culturel.
- Aider les musées et institutions assimilées à améliorer et à se doter d’expositions permanentes et temporaires adaptées aux besoins du public scolaire. Une telle action motiverait davantage les enseignants et les enfants à fréquenter ces institutions.

C’est conformément à ces résolutions prises en vue d’apporter des solutions aux constats faits, que l’EPA a initié et mis en œuvre le programme « les musées au service du développement » - MSD financé par un fonds de solidarité prioritaire (FSP) du Ministère français des Affaires étrangères.

Visant à encourager une politique des publics susceptible d’accroître ou de relancer la fréquentation et d’augmenter les recettes dans les musées et institutions assimilées, le MSD favorise toutes les actions visant à concrétiser la relation école-musée ; favoriser les activités portant sur l’organisation d’expositions temporaires et/ou le réaménagement d’expositions permanentes ; appuyer les actions tendant à développer les ressources annexes, améliorer la gestion des musées et promouvoir toutes actions innovantes en matière de gestion du patrimoine.

Les musées africains (du réseau EPA) développent des actions à l’endroit des jeunes pour que ces derniers se réapproprient leur patrimoine.

Dans le cadre du projet école-musée, le programme MSD débuté depuis février 2007 a entamé un travail en partenariat avec les musées pour améliorer leur offre éducative. Des actions simultanées ont été mises en place : actions de l’école vers le musée : aménagement de parcours jeune dans les expositions, mise

en place d'ateliers (animations, pratiques artistiques et culturelles) ; actions du musée vers l'école : conception de mini expositions, de mallette pédagogique pour l'animation dans les écoles, en vue d'induire une meilleure fréquentation du musée par la suite.

On a aussi commencé à mettre en place des outils d'exploitation méthodologique des ressources des musées : conception des livrets "Musécole" en partenariat avec les professionnels de l'éducation, pour une utilisation efficace par les enseignants. Cinq livrets ont ainsi été conçus et sont en attente d'être édités :

- Exploitation d'une ressource immatérielle : « Contes et légendes au musée »
- Exploitation d'une ressource matérielle : « L'éveil aux masques pour les publics jeunes »
- Exploitation de ressources naturelles : cas appliqué aux collections du Jardin des Plantes et de la Nature (JPN). Conception de trois « guides d'exploitation des valeurs scientifiques du JPN » pour l'enseignement primaire et pour l'enseignement secondaire (premier et second cycle).

De même des outils ont été conçus pour un apprentissage méthodologique des savoir-faire traditionnels : conception et édition de livrets et DVD sur les arts traditionnels (tissage traditionnel, teinture, travail du cuir) de la Gambie.

Mr Abdoulaye Touré (Musée historique de Gorée, Sénégal) a eu l'initiative de deux dossiers pédagogiques regroupés sous le terme « Le Musée va à l'école ». Le premier, paru en 2005, porte sur les formes de résistance à l'impérialisme européen en Afrique, et le second, paru en 2008, a pour sujet le patrimoine islamique du Sénégal et l'enseignement de la civilisation musulmane. Ces deux dossiers ont été publiés par l'IFAN, Université Cheikh Anta Diop et le Ministère de la culture, du Patrimoine Historique Classé, des langues nationales et de la Francophonie.

Ces deux dossiers, assortis chacun d'une exposition itinérante qui a voyagé dans les établissements scolaires, ont été conçus sur ce constat qu' « en Afrique, les programmes scolaires ont été africanisés, en particulier en histoire. Toutefois les manuels n'ont pas suivi, ce qui crée un énorme problème auquel vient s'ajouter la nomination dans des collèges de proximité de collègues enseignants peu expérimentés et en butte à d'importants problèmes de documentation », explique Mr Touré.

Ces deux ressources pédagogiques sont articulées à la fois aux collections du Musée historique et à l'histoire nationale du pays ainsi qu'à sa culture musulmane, deux domaines jugés imparfaitement présents dans les manuels scolaires.

Il faut, selon Mr Touré, instaurer la dynamique suivante : le musée va à l'école, l'école va au musée, le musée reste à l'école. En effet, et ceci est confirmé par Mme Diane Toffoun (École du Patrimoine Africain), il s'agit non seulement de renforcer (souvent même d'amorcer) la fréquentation des jeunes dans les musées, mais aussi d'assurer la présence d'une véritable initiation aux patrimoines

culturels dans les manuels scolaires et enfin, de construire un partenariat durable entre les mondes de l'éducation et de la culture de façon à ce que la visite au musée soit appropriée autrement que comme une sortie épisodique et divertissante.

Cette dernière partie du questionnement, à savoir l'inscription d'une visite muséale dans le quotidien des élèves, et à terme, le projet que les jeunes développent un lien durable avec les musées, est une question qui vaut pour l'ensemble des institutions culturelles au Nord comme au Sud.

L'association Ethnologues en Herbe, à travers des ateliers d'ethnographie qui sensibilisent les jeunes (notamment dans des classes d'accueil d'élèves nouveaux arrivants) à la diversité des patrimoines urbains (architectures domestiques, industrielles, lieux de culte, mobiliers urbains, statuaire, patrimoines naturels, etc.) y compris à l'évolution des métiers et savoir-faire, propose des outils pédagogiques proposant aux élèves des parcours dans la ville à la découverte de ces patrimoines qui ne sont pas seulement dans les musées.

La réunion de PEM comptait plusieurs médiateurs culturels (Musée du paysan roumain, Centre des Arts de la Bibliothèque d'Alexandrie) qui étaient davantage formés à la transmission de techniques artistiques (réalisation d'émaux, récits et contes, apprentissage de la musique, etc.) qu'à l'exploration des patrimoines et collections pour des publics jeunes.

Chacun a noté, au cours de la réunion, que les enseignants sont, à la fois en Afrique et en Europe, peu informés de la façon de capitaliser sur une visite au musée, à savoir faire le lien entre le Musée et l'École.

Or, ainsi que le préconise le Musée historique de Gorée dans le fascicule « Le musée va à l'école », il s'agit de créer un mouvement de va-et-vient entre les institutions culturelles et les établissements scolaires. C'est aussi la conclusion des études de l'École du Patrimoine Africain sur la fréquentation des musées par les élèves.

6. Synergies entre un projet culturel et les programmes scolaires.

Résumé:

La plate-forme Patrimoines en Mouvement s'adresse non seulement aux jeunes publics des pays où le projet compte des partenaires mais aussi à l'ensemble des jeunes publics francophones, et au-delà à tous les jeunes internautes et à leurs enseignants, francophones ou non, qui pourraient trouver dans les ressources et outils de PEM une façon originale d'aborder les apprentissages de français langue seconde ou

langue étrangère.

Il est acquis par l'ensemble des partenaires que la plate-forme PEM sera dédiée à l'éducation à la diversité culturelle. Toutefois cette éducation doit aussi pouvoir se mesurer dans les contextes d'apprentissage par l'acquisition d'une série de compétences. On ne peut élaborer les ressources et outils pédagogiques de PEM sans connexion avec les programmes scolaires.

Quelles connaissances et quelles compétences les élèves pourront-ils retirer de la plate-forme multimédia Patrimoines en Mouvement ? Comment faire correspondre l'offre pédagogique de PEM aux programmes scolaires ?

L'association Ethnologues en Herbe a élaboré avec des enseignants et formateurs de l'éducation nationale une série de grilles d'évaluation et bilan permettant de définir et évaluer une série de compétences dont bénéficieraient les élèves dans le cadre d'un atelier d'ethnographie en lien avec la pratique du site internet. Ces outils valent pour l'éducation nationale en France.

Étant donné que PEM s'adresse à des partenaires de plusieurs pays de la Francophonie ayant chacun leur environnement pédagogique, il est nécessaire de pouvoir articuler la plate-forme à un socle commun d'apprentissages permettant aux médiateurs, enseignants et élèves de divers pays de relier les contenus, sinon directement aux programmes scolaires qui diffèrent bien évidemment d'un pays à l'autre, mais à un socle commun de connaissances et de compétences pouvant bénéficier à l'ensemble des jeunes apprenants.

Afin de dessiner les contours de ce socle commun, l'association Ethnologues en herbe propose de s'inspirer de certaines recommandations du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne en matière de « compétences clés pour l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie » en tentant de donner à ce *Socle commun de connaissances, de compétences et d'attitudes* centré sur l'Europe, une dimension internationale. Ces objectifs pédagogiques sont nécessaires à l'élaboration des outils de la plate-forme.

Parallèlement, il est demandé à l'ensemble des partenaires d'affiner ces propositions, et en particulier à l'EPA qui a déjà mené une enquête sur les différentes façons d'introduire le patrimoine culturel dans les programmes scolaires, de présenter des pistes pour introduire le patrimoine culturel dans les différentes matières d'apprentissage.

L'éducation à la diversité culturelle

Le projet PEM est dédié à l'éducation à la diversité culturelle. A savoir la

reconnaissance que chaque individu vit en permanence un processus d'acculturation par une pédagogie de l'altérité fondée sur l'apprentissage de l'égalité dans la réciprocité.

L'éducation à la diversité culturelle, rappelle Mme Deltenre (Ethnologues en Herbe, France) invite chaque élève à prendre acte de la diversité culturelle dans un esprit d'ouverture et de dialogue, sans jugement ni *a priori*. Elle permet de se décentrer pour éviter les préjugés inhérents à la différence culturelle et ce faisant, de lutter contre l'ethnocentrisme.

En ce sens, PEM doit contribuer à mettre en œuvre le point 7 du Plan d'action de la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle (2001), qui vise à « susciter à travers l'éducation une prise de conscience de la valeur positive de la diversité culturelle et améliorer à cet effet tant la promulgation des programmes scolaires que la formation des enseignants ».

Il s'inscrit dans le suivi du volet éducatif de la *Convention internationale de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles* qui préconise une sensibilisation des publics à la diversité des expressions culturelles, y compris les expressions patrimoniales.

De même, il poursuit la mise en œuvre des Conventions de l'UNESCO sur le patrimoine (parmi lesquelles la *Convention concernant le patrimoine mondial, culturel et naturel* en 1972 ou la *Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel* en 2003) massivement ratifiées par les pays francophones.

Les liens entre les ateliers et ressources pédagogiques de l'association Ethnologues en Herbe et les programmes pédagogiques en France.

La vocation de l'éducation à la diversité culturelle, objectif premier de l'association Ethnologues en Herbe, n'est toutefois pas suffisante pour articuler un projet culturel aux programmes d'éducation.

L'association Ethnologues en Herbe qui propose depuis une dizaine d'années des ateliers d'ethnographie dans des classes élémentaires, des collèges et lycées, ainsi que des outils multimédias permettant aux élèves de valoriser sur le Net les productions de leurs ateliers, a peu à peu élaboré, en relation avec les enseignants partenaires et des formateurs de l'éducation nationale, des grilles d'évaluation permettant de mesurer les acquis pédagogiques des élèves au fil des ateliers.

Ces outils d'évaluation portent sur les compétences langagières (compétences de production orale et écrite/ compétences linguistiques : acquisition de lexiques), les compétences transversales (capacité à développer des savoir faire de base/ capacités à développer des compétences sur le plan cognitif/ capacité à lire divers types de documents/ capacité à travailler sur des représentations personnelles et collectives/capacité à utiliser les TIC), compétences culturelles et compétences de socialisation (capacité à prendre des repères dans l'espace-temps quotidien/ capacité à concilier son point de vue avec celui des autres). Des bilans ont été élaborés sur le dire/lire/écrire à la fois pour les élèves et les enseignants.

L'association tient ces éléments à disposition de tous les partenaires.

Toutefois ces outils ont essentiellement été élaborés dans le contexte de l'éducation en France et touchent surtout les élèves participant aux ateliers d'ethnographie urbaine.

Adaptation de PEM aux programmes pédagogiques multinationaux : vers un socle commun de compétences et de connaissances

Étant donné que PEM s'adresse à des partenaires de plusieurs pays de la Francophonie ayant chacun leur environnement pédagogique, il est nécessaire de pouvoir articuler la plate-forme à un socle commun d'apprentissages permettant aux médiateurs, enseignants et élèves de divers pays de relier les contenus, sinon directement aux programmes scolaires qui diffèrent bien évidemment d'un pays à l'autre, mais à un socle commun de connaissances et de compétences pouvant bénéficier à l'ensemble des jeunes apprenants.

Afin de dessiner les contours de ce socle commun, l'association Ethnologues en herbe propose de s'inspirer de certains « piliers » du Socle commun de connaissances, compétences et attitudes défini par le Conseil de l'Union européenne. Le principe est que la scolarité obligatoire doit au moins garantir à chaque élève les moyens nécessaires à l'acquisition d'un socle commun constitué d'un ensemble de connaissances et de compétences qu'il est indispensable de maîtriser pour accomplir avec succès sa scolarité, poursuivre sa formation, construire son avenir personnel et professionnel et réussir sa vie en société.

Le socle commun s'acquiert progressivement de l'école maternelle à la fin de la scolarité obligatoire. Chaque compétence qui le constitue requiert la contribution de plusieurs disciplines et, réciproquement, une discipline contribue à l'acquisition de plusieurs compétences.

Parmi les sept compétences requises, à savoir la maîtrise de la langue, la pratique d'une langue vivante étrangère, les principaux éléments de mathématiques et la culture scientifique et technologique, la maîtrise des techniques usuelles de l'information et de la communication, la culture humaniste, les compétences sociales et civiques et l'autonomie et l'initiative, certaines permettent de donner au projet Patrimoines en Mouvement plusieurs perspectives en termes d'acquisitions communes, pour l'ensemble des élèves de la Francophonie.

La culture humaniste

D'abord la culture humaniste. Selon les termes du socle commun, la culture humaniste doit permettre aux élèves d'acquérir tout à la fois le sens de la continuité et de la rupture, de l'identité et de l'altérité. La culture humaniste contribue à la formation du jugement, du goût et de la sensibilité. Elle enrichit la perception du réel, ouvre l'esprit à la diversité des situations humaines, invite à la réflexion sur ses propres opinions et sentiments et suscite des émotions esthétiques. Elle se fonde sur l'analyse et l'interprétation des textes et des œuvres

d'époques ou de genres différents pour contribuer à la connaissance des idées et à la découverte de soi. Elle se nourrit des apports de l'éducation artistique et culturelle.

En termes de connaissances, la culture humaniste, en donnant des repères communs pour comprendre, doit participer à la construction du sentiment d'appartenance à la communauté des citoyens, aider à la formation d'opinions raisonnées, préparer chacun à la construction de sa propre culture et conditionner son ouverture au monde.

Elle doit permettre aux élèves d'acquérir des repères géographiques et historiques sur les différentes périodes de l'histoire de l'humanité : les événements fondateurs caractéristiques permettant de les situer les uns par rapport aux autres en mettant en relation faits politiques, économiques, sociaux, culturels, religieux, scientifiques et techniques, littéraires et artistiques. Et ce notamment par une meilleure des grandes figures, des œuvres littéraires, picturales, théâtrales, musicales, architecturales ou cinématographiques majeures du patrimoine mondial (ancien, moderne ou contemporain).

Il s'agit de comprendre l'unité et la complexité du monde par une première approche des droits de l'Homme, de la diversité des civilisations, des sociétés, des religions (histoire et aire de diffusion contemporaine), du fait religieux dans le monde, des grands principes de la production et de l'échange.

Les élèves doivent notamment être capables de lire et utiliser différents langages, en particulier les images (différents types de textes, représentations cartographiques, représentations d'œuvres d'art, photographies, images de synthèse) ; de situer dans le temps les événements, les œuvres littéraires ou artistiques, et de les mettre en relation avec des faits historiques ou culturels utiles à leur compréhension ; d'avoir une approche sensible de la réalité.

En termes d'attitudes, la culture humaniste que dispense l'École donne aux élèves des références communes. Elle donne aussi à chacun l'envie d'avoir une vie culturelle personnelle par la lecture, par la fréquentation des musées, par les spectacles et la pratique d'une activité culturelle ou artistique. Elle a pour but de cultiver une attitude de curiosité pour les productions artistiques, patrimoniales et contemporaines et pour les autres pays du monde (histoire, civilisation, actualité). Elle développe la conscience que les expériences humaines ont quelque chose d'universel.

La maîtrise des langues

Autre compétence du socle commun pouvant être favorisée par le projet PEM : la maîtrise des langues.

Dans l'acquisition de la compétence en matière de maîtrise de la langue, le socle commun mentionne la nécessité de développer la volonté de justesse dans l'expression écrite et orale, le goût pour l'enrichissement du vocabulaire ainsi que l'ouverture à la communication, au dialogue, au débat.

L'apprentissage d'une langue étrangère développe la sensibilité aux différences et à la diversité culturelle. Il favorise entre autres, l'ouverture d'esprit et la compréhension d'autres façons de penser et d'agir.

Le projet PEM, en se fondant sur l'ethnographie de la vie quotidienne, à savoir l'observation et la description de situations, d'objets, d'espaces, d'événements, etc. et en se basant sur des patrimoines dont la description fait appel à des notions et des univers de langues multiples, peut favoriser cet aspect de la maîtrise des langues.

Un des partenaires de PEM, le CREFSCO, Centre de Recherche et d'Étude du Français de Scolarisation de l'Université de Yaoundé (Cameroun) est particulièrement attentif à cet aspect linguistique. Christine Onguene et Louis-Martin Essonno sont linguistes, spécialistes de la didactique des langues et en particulier de la langue française dans le contexte plurilinguistique au Cameroun. L'univers muséal, ainsi qu'ils l'affirment eux-mêmes, ne leur est pas familier. En revanche, ils sont directement concernés par la préservation d'un patrimoine unique : la diversité des 300 langues qui composent le paysage linguistique camerounais où le français est langue nationale. La diversité de ces langues est réellement menacée suite à l'augmentation de l'exode rural.

« Lorsque le français va mal, tout va mal au plan de l'éducation, dit Christine Onguene. On enseigne toutes les matières en français. Le CREFSCO est chargé d'observer les lacunes au niveau des stratégies de l'inspection nationale pédagogique pour que les apprentissages d'orthographe, de dissertation, de vocabulaire, etc., se déroulent au mieux.

Le CREFSCO observe aussi comment l'apprentissage du français entre en ligne de compte dans l'échec scolaire. C'est là où se situent les attentes du CREFSCO par rapport à PEM. Christine Onguene et Louis-Martin Essonno ont en effet constaté des carences au niveau de l'acquisition des lexiques, vocabulaires, compétences en expression écrite. Elles sont dues au fait suivant : il est régulièrement demandé aux élèves de décrire en français leur environnement, une cérémonie, un espace de vie. Or la langue française, la plupart du temps, n'a pas de lexique pour exprimer cette réalité là. Il faut trouver des passerelles entre les réalités culturelles du Cameroun et la langue française.

Entre 2002 et 2006, le CREFSCO a rassemblé un millier de copies de rédactions dans les zones rurales du centre et du sud du pays, textes où les élèves devaient décrire des scènes de la vie quotidienne auxquelles ils avaient assisté et qui, pour la plupart, exigeaient un lexique inexistant en français. Par exemple une scène de pêche où les gestes (sécher l'eau ou écoper), les objets, les éléments du paysage se nomment dans une langue donnée du Cameroun sans avoir de correspondants en français. Mme Onguene exprime que c'est au niveau du récit de pratiques culturelles intraduisibles dans d'autres langues, et qui doivent être racontées en français, que le bât blesse. Par exemple la description d'une scène dite « d'apaisement des mères » (scène de soins après l'accouchement) où il convient de « taper l'eau » peut conduire à de multiples quiproquos si l'on s'en tient à sa

seule traduction en français sans contextualisation. « Il faut donner le maximum pour subodorer le mot, voir le mot dans la résonance et le contenu lexical C'est dans le rendu du vécu que ça se passe ».

Le Centre a ainsi constitué une banque de données avec les thèmes des rédactions sur les domaines culturels et les manques repérés dans la langue française et qui provoquent le désarroi des élèves forcés à imaginer des périphrases complexes.

« Il faut comprendre que la protection de la diversité culturelle passe par celle de la diversité des expressions linguistiques » dit Louis Martin Essono, responsable scientifique pour l'approche didactique des phénomènes culturels.

C'est pourquoi les deux chercheurs du CREFSCO ont contacté divers musées de société au Cameroun pour explorer avec eux comment, dans le cadre de PEM, il serait possible de construire une ressource pédagogique permettant aux jeunes d'élaborer plus facilement les ponts entre leur univers culturel et l'apprentissage du français.

Ils ont associé l'école normale sup pour que les futurs enseignants puissent bénéficier de cette ressource et être sensibilisés aux hiatus entre les univers culturels et linguistiques.

Ce type de ressources devrait permettre, en s'appuyant sur des collections et fonds numérisés des musées (y compris des vidéos) d'aborder les champs lexicaux de diverses pratiques culturelles.

La maîtrise des techniques usuelles de l'information et de la communication

Troisième compétence dont les élèves pourraient bénéficier dans le cadre de PEM : la maîtrise des techniques usuelles de l'information et de la communication.

Le socle commun fait de la maîtrise de la culture numérique un de ses sept piliers en exprimant qu'il appartient à l'école de faire acquérir à chaque élève un ensemble de compétences lui permettant d'utiliser ces techniques de façon réfléchie et plus efficace. Les connaissances et les capacités exigibles pour le B2i collège (Brevet informatique et Internet) correspondent au niveau requis pour le socle commun. Elles sont acquises dans le cadre d'activités relevant des différents champs disciplinaires.

Les élèves doivent maîtriser les bases des techniques de l'information et de la communication (composants matériels, logiciels et services courants, traitement et échange de l'information, caractéristiques techniques, fichiers, documents, structuration de l'espace de travail, produits multimédias...).

Ils doivent également savoir que les équipements informatiques (matériels, logiciels et services) traitent une information codée pour produire des résultats et peuvent communiquer entre eux ; que l'usage de ces outils est régi par des règles

qui permettent de protéger la propriété intellectuelle, les droits et libertés des citoyens et de se protéger soi-même.

La maîtrise des techniques de l'information et de la communication est développée en termes de capacités dans les textes réglementaires définissant le B2i : s'approprier un environnement informatique de travail ; créer, produire, traiter, exploiter des données ; s'informer, se documenter ; communiquer, échanger.

Le développement du goût pour la recherche et les échanges d'informations à des fins éducatives, culturelles, sociales, professionnelles doit s'accompagner d'une attitude responsable, c'est-à-dire une attitude critique et réfléchie vis-à-vis de l'information disponible ; une attitude de responsabilité dans l'utilisation des outils interactifs.

En tant que plate-forme multimédia, le projet PEM favorise l'appropriation de l'Internet par les jeunes en les rendant producteurs de leurs propres contenus multimédias et en leur offrant un univers de recherche particulier autour des collections et expositions virtuelles de la plate-forme.

Ces compétences globales qui peuvent être affinées dans chaque contexte national d'éducation donneraient au projet PEM son ancrage pédagogique dans le cadre de l'éducation à la diversité culturelle. Ainsi, il convient pour chacun des partenaires culturels de PEM, dans le cadre d'une collaboration avec des partenaires pédagogiques, de voir comment ces compétences peuvent s'inscrire dans les divers apprentissages. Comment le patrimoine culturel, actuellement absent des programmes scolaires, peut s'intégrer dans une série de disciplines.

L'École du Patrimoine Africain a déjà mené une enquête en ce sens de mars 2001 à février 2002 dans cinq pays (Burkina Faso, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon et Sénégal) et uniquement pour les programmes scolaires du primaire. Il serait utile de diffuser les résultats à l'ensemble des participants.

De même l'EPA a tenté de mobiliser la communauté éducative lors de réunions régionales grâce à des réunions techniques d'information pour le lancement du programme MSD où les acteurs de la communauté éducative ont été associés pour travailler de concert avec les professionnels du patrimoine. Trois réunions de ce genre ont regroupé : Les professionnels de l'éducation et du patrimoine de l'Afrique occidentale à Ouagadougou du 02 au 06 avril 2007 ; les professionnels de l'éducation et du patrimoine de l'Afrique centrale à Libreville du 04 au 08 juin 2007 ; les professionnels de l'éducation et du patrimoine de l'Afrique australe et orientale à Nairobi (Kenya) du 21 au 26 septembre 2008.

Ces réunions furent l'occasion de nouer des contacts la communauté éducative qui était jusque-là très peu "fréquentée" par les professionnels du patrimoine. Ces rassemblements ont permis de mener des réflexions autour de la relation école-musée en Afrique subsaharienne et d'ébaucher des pistes d'actions possibles. C'est à partir de l'énoncé de ces pistes que le projet PEM peut se définir par rapport aux publics des élèves et enseignants.

7. La fracture numérique entre les musées partenaires

Résumé:

Le projet Patrimoines en Mouvement s'appuie sur la culture numérique et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. Un de ses objectifs est précisément de contribuer à réduire la fracture numérique non pas sur le plan des équipements mais bien sur celui des contenus numériques.

Toutefois les disparités numériques de tous ordres entre les participants au projet PEM doivent être prises en compte de manière à créer pour la plate-forme l'environnement numérique le plus favorable possible, et ce dans tous les pays participants.

Cet environnement numérique ne sera propice au développement de PEM que si les conditions suivantes sont garanties : la numérisation des collections et des fonds dans chaque institution partenaire permet de préparer les ressources et outils pédagogiques tels qu'ils ont été définis ; si, dans un premier temps, les ressources et outils peuvent être disponibles sur la plate-forme PEM, il importe que tous les musées partenaires bénéficient de leur propre site dans un délai rapide ; enfin, il convient que les jeunes publics, via leur établissement scolaire, puissent accéder aux ressources des musées, les découvrir, les compléter grâce à des ateliers et autres activités au musée et dans la classe.

C'est pourquoi, il a été convenu que tous les partenaires fassent l'inventaire des collections et des fonds déjà numérisés ou à numériser en priorité dans le cadre des contenus pédagogiques définis pour PEM ; que la formation prévue dans un second temps du projet PEM viserait notamment à former les responsables muséaux à la création de sites ou autres moyens de communication ; que le projet PEM serait le lieu d'un échange d'expertises sur la numérisation des collections et des fonds (expérience de l'IFAN); que les partenaires identifieraient dans leurs pays respectifs des établissements scolaires susceptibles de tester les ressources (en particulier au Sénégal où le réseau de solidarité numérique est chargé de tester les ressources dans des établissements scolaires à Dakar) et feraient l'inventaire des besoins les plus urgents en matière d'équipements numériques dans les écoles primaires, collèges et lycées.

Le responsable de la plate-forme Anthroponet au Musée de l'Homme a évoqué les passerelles possibles entre cette plate-forme et Patrimoines en Mouvement. Il reste à concrétiser cette collaboration. Le LAMIC a proposé son soutien sur tous les plans en vue de favoriser l'appropriation des TICE dans les musées partenaires qui le souhaitent. Il reste à affiner les demandes au LAMIC. Enfin, le MuCem, absent à la

première réunion, mais participant au projet, participera à la prochaine réunion PEM sur la formation des responsables muséaux à l'utilisation de l'Internet pour communiquer avec les publics.

Disparités dans l'utilisation des NTIC pour la communication et la médiation des musées

Introduisant les débats, Mr Papa Ndiaye (IFAN, Sénégal) a salué le projet PEM en soulignant sa vocation première, à savoir, avec l'aide du Fonds Francophone des Inforoutes, contribuer à réduire les disparités entre les musées du Nord et du Sud, en particulier dans l'utilisation des nouvelles technologies.

Mr Kodjo Noussouglo (Gestionnaire du patrimoine culturel, expert de la diversité culturelle dirige coalition togolaise, Togo) a rappelé que le projet PEM s'inscrit dans le suivi de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (aujourd'hui adoptée par 98 pays) qui vise notamment, par un important volet consacré à la coopération, à lutter contre les disparités entre pays qui ont les moyens de faire prospérer leurs services et industries culturelles et ceux qui ne les ont pas, notamment par manque de politiques culturelles concertées.

En tant que membre de la Fédération des coalitions pour la diversité culturelle, il a redit les attentes des coalitions par rapport à PEM : mieux faire connaître diversité culturelle aux jeunes à travers activités de médiation ; engager un travail d'appropriation des contenus patrimoniaux africains par des artistes ; renforcer les liens entre jeunes publics et musées et centres culturels.

Mme Deltenre (Association Ethnologues en Herbe, France) a rappelé que le projet s'inscrit dans la *Déclaration de Bucarest* en 2006 dès lors qu'il renforce sur l'Internet la présence et l'usage de la langue française, utilise les technologies de l'Information et de la Communication pour « favoriser l'élargissement du savoir humain et le partage des connaissances » ainsi que pour « promouvoir le développement d'une société de l'information inclusive » et « réduire les inégalités numériques » entre des entreprises culturelles et leurs jeunes publics.

Ce besoin de technologies mises au service de la conservation, de l'éducation et de la valorisation du patrimoine culturel et scientifique est vital pour les sites archéologiques ou historiques, les centres scientifiques, techniques ou industriels ou pour les musées, en particulier ceux qui s'intéressent aux civilisations et aux sociétés. En effet, ces derniers conservent tous et présentent au public des espaces et des collections matérielles (objets, spécimens, affiches, photographies, films,..) mais aussi immatérielles, comme des traditions orales, linguistiques, musicales, artistiques ou techniques et doivent expérimenter les nouvelles formes « d'adresse » au public.

Au Nord, les dispositifs numériques (sites Internet des musées, parcours virtuels

d'expositions, traces d'expositions sur le Net, utilisation des réseaux sociaux, etc.) se sont avérés depuis plusieurs années d'extraordinaires moyens de médiation culturelle et de fidélisation des publics.

Or les disparités numériques sont sensibles à plusieurs niveaux entre les musées partenaires de PEM, des entreprises culturelles confrontées à la nécessité de renouveler la présentation de leurs collections et d'imaginer de nouvelles stratégies de médiation culturelle pour des publics qui se font de plus en plus rares.

Alors que les musées bénéficiant de subventions et de politiques culturelles favorables, également outillés pour multiplier les sources de recettes (marketing, espaces de ventes artisanales, de restauration, etc.) voient leurs publics se multiplier grâce à la valorisation de leurs collections, de leurs expositions, de leurs ateliers sur le Net, d'autres, sans moyens aucuns, n'ont pas de site Internet (aussi élémentaire qu'il soit), peu ou pas de moyens pour la médiation culturelle, encore moins pour la refonte de leurs salles et moins encore pour la numérisation de leurs collections.

A ce titre, une étude réalisée en 2007 par l'École du Patrimoine Africain pour l'ICCROM et l'UNESCO dans 14 musées de 10 pays africains, montre les limites de la documentation des collections dont les objets sont loin d'être correctement référencés, ce qui pose le problème de la constitution d'une base de documentation informatisée.

Elle indique que les musées n'ont pas ou peu d'outils informatiques, que très peu d'entre eux sont dotés de site internet et quand ils le sont, ces sites sont moins visités par les populations locales que par les publics étrangers. Et elle constate d'importants besoins en termes de formations aux outils et logiciels.

Mme Diane Toffoun (EPA, Bénin) présente les résultats de cette étude menée dans 14 musées répartis dans dix pays (Bénin, Burkina, Gabon, Afrique du Sud, Botswana, Kenya, Angola, Sao Tomé, Ethiopie, Madagascar, Mali).

Pour ce qui est de l'informatisation des musées, l'enquête fait état des résultats suivants concernant la documentation des collections.

- Les objets ne sont pas toujours enregistrés et numérotés, or ceci constitue une base préalable à une documentation informatisée.
- Certains musées ne possèdent pas d'outils informatiques, et manque parfois même d'électricité.
- L'informatisation semble relative, selon les musées. Passer à cette étape leur paraît difficile car il faut du temps, du travail, de la lecture, des tests, de la réflexion, de la communication, des prises de décisions, une réflexion sur la standardisation des données, des capacités de saisie, un minimum de connaissance de l'outil informatique en général (copier, coller, clic, double clic, clic droit, arborescence du disque, etc.), des objets numérotés et enregistrés.
- Utilisation de l'outil informatique (les logiciels, surtout) : il faut au préalable bien déterminer les objectifs, évaluer les coûts et les facilités d'acquisition.

Pour ce qui est de l'utilisation de l'Internet et notamment des sites dont bénéficieraient certains musées, l'enquête souligne que peu de musées du réseau EPA possèdent un site Internet. L'EPA a commencé un travail à ce niveau, en créant (sur demande et sur mise à disposition de ressources) quelques sites institutionnels et thématiques à contenu culture. Dans le cadre du programme MSD, elle a en cours un projet de conception d'un portail pour les musées privés et communautaires.

L'enquête a aussi démontré que les internautes ont une culture limitée de l'Internet auquel ils ont également un accès limité, avec une faible bande passante. Le public visé, à travers les sites Internet créés par l'EPA, n'est pas toujours celui atteint. Les sites sont consultés par des personnes en dehors de l'Afrique.

Une évaluation quantitative fondée sur les statistiques de visite de trois sites (site du Musée historique d'Abomey au Bénin, du Musée de la Nubie en Égypte, du Musée National des Arts et Traditions du Gabon, que pas plus de 20% de connexions viennent d'Afrique, le reste venant d'Europe et d'ailleurs.

De ces statistiques, les constats suivants ont été faits : les sites sont visités par un public francophone non initié et, étant donné le peu de connexions en Afrique, le public visé n'est donc pas atteint.

Toutefois, exprime Mme Toffoun, les connexions depuis l'Afrique sur ces sites de musées augmentent régulièrement depuis 2004, ce qui donne de l'espoir pour l'avenir.

Une évaluation qualitative a aussi été menée par rapport aux objectifs assignés aux sites. Par rapport à l'objectif pédagogique, la section ressources n'est pas utilisée comme espéré au départ. Cependant, certains messages laissés montrent que les sites sont utilisés à des fins éducatives.

Par rapport à l'objectif touristique, quelques messages laissés montrent que le site Internet du musée d'Abomey, par exemple, a motivé des visites au Bénin et au musée. De plus, quelques visiteurs du musée, interrogés, ont déclaré être venus au musée car ils ont vu le site web.

Les besoins remarquables, selon les résultats de l'étude de l'EPA, sont les suivants : outils informatiques ; logiciels (pour une documentation informatisée des collections pour les musées qui sont déjà avancés dans l'enregistrement des objets) ; connexion au réseau électrique national et à Internet ; formations : initiation à l'informatique, initiation à l'Internet (courrier, recherche, forum, groupe de discussion et liste de distribution), conception de site web, création de sites Internet.

Disparités dans la numérisation des fonds et des collections

Les musées partenaires du projet sont à des étapes très diverses de la

numérisation de leurs fonds. Ils ont réalisé un inventaire de leurs ressources numérisées et indiqué lesquelles seraient selon eux d'ores et déjà disponibles pour le projet PEM.

Mme Nafissatou Bakhom (IFAN, Sénégal) présente le projet de numérisation des biens africains lancé en 2007, en collaboration avec la direction TICE de l'université Toulouse - Le Mirail.

« Depuis sa création en 1936, l'IFAN a capitalisé d'énormes gisements d'informations sous forme d'objets, de matériaux scientifiques, de documentations et publication. Ces informations sont inscrites sur différents supports : audiovisuels, iconographiques, sonores et textuel, et couvrent l'ensemble des territoires de l'ex-AOF mais aussi des pays anglophones, hispanophones et lusophones. La sauvegarde et la valorisation de ces patrimoines à des fins pédagogiques, scientifiques et culturelles sont les premières missions de l'IFAN.

L'utilisation de ces patrimoines à des fins pédagogiques est primordiale non seulement pour les universitaires et chercheurs qui viennent parfois de très loin pour trouver des informations qui pourraient être mises en ligne, mais aussi pour les jeunes dont les apprentissages pourraient être améliorés grâce à une meilleure connaissance et à un meilleur accès aux patrimoines de l'IFAN. Il s'agit à la fois d'améliorer l'accès à l'information et les apprentissages scolaires comme l'IFAN a commencé à le faire à travers le programme 'Le musée va à l'école' mais aussi à travers la valorisation de fiches sur des thèmes aussi divers que les jeux, l'histoire, la coiffure, la citoyenneté. Traduire ces fiches en langage multimédia et les améliorer en veillant à conserver l'articulation entre les programmes scolaires et les collections de l'IFAN, trésor encore mal exploité, est une priorité de l'IFAN ».

Grâce au projet de numérisation des biens culturels africains, l'inventaire des collections a été réalisé, la question des droits de propriété intellectuelle a été abordée. L'IFAN s'est doté des équipements serveurs et des ordinateurs nécessaires. Un séminaire de formation à la numérisation du patrimoine documentaire a ensuite été organisé et les tâches de numérisation entamées en avril 2009.

Le site portail des biens culturels africains a été ouvert, dans une version qui n'est pas encore définitive. Il est organisé en collections : collection des documentations de la bibliothèque ; collection des archives ; collection des publications institutionnelles ; collections des manuscrits.

L'ouverture du portail au public, ainsi qu'une campagne de promotion et de valorisation des ressources sur Internet mais aussi sur cd, DVD et documents imprimés, de même qu'une campagne d'animation pour publics scolaires à l'aide de fiches pédagogiques, sont prévues. L'IFAN organise par ailleurs début 2010 un colloque scientifique international sur les enjeux de la numérisation, où il appellera au renforcement de la coopération internationale.

Mr Pascal Leonardi (Musée de l'Homme, plate-forme Anthroponet) invite les

partenaires muséaux de PEM à utiliser les contenus et ressources multimédia de la plate-forme Anthroponet du Musée de l'Homme, en particulier de la ressource pédagogique développée par l'IRI du Centre Georges Pompidou à Paris, permettant d'indexer des films ethnologiques, de commenter chaque séquence, de découvrir les commentaires des uns et des autres et d'en discuter.

Le projet Anthroponet a pour but la réalisation d'une plate-forme collaborative, offrant, aux différents partenaires culturels et scientifiques des laboratoires de recherche en anthropologie, ethnologie, sociologie, etc., les outils informatiques pour traiter, indexer, conserver, échanger, annoter, valoriser les données et documents multimédias issus de la recherche.

Le consortium du projet Anthroponet est composé du Musée de l'Homme (Muséum National d'Histoire Naturelle), Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM), Laboratoire d'éco-anthropologie et ethnobiologie (CNRS / Muséum / Univ. Paris VII), Laboratoire d'ethnomusicologie (CNRS / Univ. Paris X), Laboratoire de linguistique MoDyCo (CNRS / Univ. Paris X), Unité d'anthropologie - adaptabilité biologique et culturelle (CNRS / Univ. Médit.), Équipe LEDEN du laboratoire Paragraphe (Univ. Paris VIII / MSH Paris Nord), Institut de recherche et d'innovation (Centre G. Pompidou)

Ce projet présente des similitudes avec PEM sauf qu'il est davantage axé sur les milieux de la recherche et la vie scientifique dans les différents pays. Il a bénéficié d'études de faisabilité sur les questions de numérisation et d'indexation des ressources des chercheurs.

Divers outils permettent de mesurer la connaissance des publics sur les ressources. Des fiches sont disponibles sur les membres scientifiques du projet en intranet. Un annuaire était à l'origine prévu. Des systèmes de communications entre chercheurs sont mis en œuvre (Messenger notamment) et ne demandent pas des connexions haut débit.

Deux outils particuliers ont été développés : la présentation de documents sonores où la parole est donnée non seulement au scientifique mais aussi au public. Pareil pour la vidéo sous forme d'une « ligne de temps » développée par l'IRI du Centre Georges Pompidou à Paris. « On ouvre une vidéo et on peut lui adjoindre un commentaire, une annotation. Chaque séquence est identifiée. C'est un outil destiné à la fois aux chercheurs et aux classes qui peuvent choisir un film et commenter chaque séquence tout en découvrant les commentaires des autres et en échangeant sur le sujet.

L'IRI est demandeur de films ethnologiques à indexer. Ça peut être un outil pédagogique de commenter différentes séquences, d'échanger. De poser en regard deux vidéos dans deux cultures. Deux cérémonies dans plusieurs pays. Plusieurs classes ont testé cet outil.

Un espace « Second life » (kidnet) sous forme d'exposition virtuelle sur la biodiversité où un enfant se ballade de salle en salle a aussi été ouvert sur cette plate-forme. Dans chaque salle on traite un sujet, par exemple la couleur de peau et la question du préjugé. Développée en cinq jours, cette exposition a coûté 4000

euros pour un univers 3D où les enfants discutent de sujets qui les travaillent. Il existe éventuellement pour PEM une possibilité de récupérer cet outil auprès du Ministère de la culture.

Il convient d'examiner les meilleurs termes de coopération possibles entre Anthroponet et la plate-forme Patrimoines en Mouvement qui est hébergée sur le site www.ethnoclic.net.

8. Les contenus de la plate-forme PEM : premières pistes

Résumé:

La réunion de PEM a permis de définir plusieurs types de contenus à illustrer grâce aux collections et fonds des partenaires.

Par exemple divers thèmes de la vie quotidienne (jeux et jouets, vêtements et parures, masculin-féminin, âges de la vie, etc.) de manière à offrir aux élèves francophones le plus grand éventail possible des cultures et modes de vie.

Les participants ont aussi décidé d'illustrer conjointement des thèmes historiques et géographiques (la traite atlantique, les périodes de colonisation et d'indépendance, exposition A comme Afrique, etc.).

Ils ont par ailleurs décidé que les expositions virtuelles qui résulteraient de la mise en commun de ces matériaux ethnographiques seraient appropriées par les jeunes dans le cadre d'ateliers d'ethnographie permettant aux élèves de les compléter en faisant le lien entre ici et ailleurs, hier et maintenant. Ce qui est une façon de présenter toutes les cultures dans leur continuité. L'aide de l'association Ethnologue en Herbe est requise sur cet aspect.

Également celle de la Coalition Togolaise pour la diversité culturelle dont le rôle au sein de PEM est de favoriser la participation d'artistes contemporains (écrivains, plasticiens, musiciens, créateurs de mode, architectes, etc.) dont les œuvres peuvent illustrer cette continuité dans l'inventivité créatrice des cultures.

Sur le plan local, à l'échelle de la ville de Dakar, la proposition du BRED-UNESCO de mettre en œuvre des outils pédagogiques permettant aux jeunes dakarois de découvrir les patrimoines culturels de leur ville, il a été proposé que des parcours virtuels pouvaient être mis en ligne sur la plate-forme, préfigurant la distribution de ces outils pédagogiques sur d'autres supports. Cette cartographie des patrimoines pourrait être reprise par d'autres partenaires pour d'autres villes.

Une ressource sur les patrimoines linguistiques est aussi envisagée à

travers l'exploration des champs lexicaux de diverses pratiques culturelles filmées.

Enfin, une ressource sur la notion même de « musée » et de « patrimoine » est envisagée vu le manque de compréhension de ces deux notions souvent vérifié auprès des jeunes.

La première réunion de PEM a débouché sur la définition de thématiques qui pourraient être illustrées par les collections et fonds numérisés de plusieurs partenaires de manière à constituer les premières ressources pédagogiques.

Une première thématique concerne les domaines de la vie quotidienne déjà partiellement illustrés dans les collections virtuelles du site www.ethnoclic.net et que les partenaires de PEM pourraient compléter de manière à pouvoir offrir aux élèves des différents pays de la Francophonie l'éventail le plus complet des modes de vie passés et présents. Parmi ces domaines : le vêtement et la parure (Centre des Arts d'Alexandrie, IFAN, EPA), les religions, les croyances (IFAN), les âges de la vie, le masculin/féminin, les contes et légendes (EPA). Les participants ont souhaité adjoindre les thèmes de la biodiversité (EPA, CREFSCO) et des pharmacopées (CREFSCO, IFAN), des jeux et jouets (Musée du Paysan Roumain).

Les participants ont souhaité compléter l'illustration de ces domaines de la vie quotidienne par des domaines transversaux et historiques qui seraient illustrés par des objets et documents de diverses collections des musées partenaires. Il a ainsi été décidé de une ressource sur la Traite Atlantique et sur les périodes de colonisation/décolonisation (IFAN, BRED-UNESCO, EPA, CREFSCO, Musée du Togo).

Pour l'IFAN, le projet Patrimoines en Mouvement, qui s'inscrit dans le suivi du projet de numérisation des biens culturels, consisterait aussi à mettre en valeur les cahiers William Ponty rédigés par les élèves d'une école coloniale qui a formé les élites de l'Afrique de l'Ouest. En tout, 750 cahiers manuscrits représentent un fonds déjà inventorié où l'on retrouve les témoignages que chaque élève rédigeait et illustre sur des thèmes de la vie quotidienne. La présentation de ces cahiers devrait être contextualisée, avec appel aux élèves des différents pays concernés à les commenter et établir le lien avec les sociétés africaines contemporaines.

Avec le Centre de Recherche et d'Étude du Français de Scolarisation de l'Université de Yaoundé (CREFSCO, Cameroun) qui travaille en collaboration avec divers musées du Cameroun, il a été prévu de réfléchir à une ressource particulière permettant de donner à voir des pratiques culturelles dont les champs lexicaux seraient explicités de manière à faciliter la traduction écrite des univers culturels des jeunes camerounais en français tout en préservant la diversité des langues locales. Il est préconisé de s'inspirer des fiches conçues par l'UNESCO pour l'inventaire des patrimoines immatériels pour construire cette ressource. Mr Pascal Leonardi du Musée de l'Homme suggère de se rapprocher de certains

chercheurs du Museum habitués à travailler avec la vidéo pour constituer une ressource en ce sens.

Chaque partenaire s'engage à établir un inventaire des ressources numériques disponibles sur les thèmes précités.

Dans un premier temps, les ressources numériques des musées partenaires seront envoyées sur la plate-forme Patrimoines en Mouvement du site www.ethnoclic.net où chaque document (photo, cartel, vidéo, enregistrement sonore) fera l'objet d'un « ethnodoc » (voir ci-après l'état d'avancement de la plate-forme) avant de participer à une exposition virtuelle rassemblant l'ensemble des documents envoyés par les partenaires.

Chaque exposition sera assortie de divers outils pédagogiques permettant de favoriser divers apprentissages et compétences (voir supra).

Les ressources à vocation historique ou géographique, illustrées par des patrimoines ethnographiques, seront mises à disposition des élèves et enseignants sous la simple forme d'abécédaires où chaque lettre sera illustrée par divers documents. Il en sera de même pour la version numérisée de l'exposition « A comme Afrique » dont l'EPA a proposé qu'elle soit disponible sur la plate-forme PEM.

De premières ressources pédagogiques sur l'indépendance sont disponibles dans un manuel pédagogique « Le musée va à l'école » du Musée historique de Gorée (IFAN, Sénégal). Mais ces ressources ne sont pas numérisées, et de plus, elles concernent uniquement le Sénégal. Or toutes les ressources pédagogiques doivent pouvoir s'adresser à l'ensemble des jeunes publics francophones.

Mr Ibrahima Thiaw (Musée Théodore Monod, IFAN Sénégal) suggère que le projet PEM soit l'occasion pour toutes les institutions de l'IFAN de mettre en commun es documents écrits, les photos, les documents audiovisuels et les objets numérisés susceptibles d'être utilisés comme ressource pédagogique.

« Le projet PEM, c'est aussi l'occasion, au sein même de l'IFAN, de réfléchir à un canevas susceptible de relier nos collections et nos fonds : il existe par exemple des recoupements possibles entre les thèmes des cahiers William Ponty et les objets des collections du musée Théodore Monod, il existe des recoupements, y compris avec des documents audiovisuels et autres. C'est cela qu'il faudrait explorer pour concevoir une ressource vivante pour PEM », explique Mr Thiaw.

Pour le projet sur la Traite atlantique, les musées et institutions partenaires (notamment l'UNESCO BREDA à travers le projet « La route de l'esclave ») ayant appuyé cette piste de coopération s'engagent à faire l'inventaire des ressources numériques disponibles et des approches pédagogiques à mettre en œuvre pour ce type de ressources.

En ce qui concerne la façon dont ces ressources peuvent être appropriées par les élèves et leurs enseignants, des tutoriels sont en cours d'élaboration et la plate-forme PEM sur www.ethnoclic.net présente le déroulé de divers ateliers

d'ethnographie permettant d'aborder les patrimoines culturels de même que des ressources pédagogiques sur les notions de base à maîtriser pour animer ces ateliers.

Par ailleurs, étant donné le souhait du BRED-UNESCO (Sénégal) de poursuivre son action en faveur d'une appropriation des patrimoines culturels par les jeunes, il a été proposé que des parcours virtuels permettant de repérer dans la ville de Dakar divers sites patrimoniaux anciens ou contemporains (architectures, statuaire, savoir faire, etc.) puissent être accueillis sur la plate-forme avant d'être déclinés sur d'autres supports.

Enfin, étant donné la désertion dont les musées de société sont l'objet dans les pays du Sud, il est préconisé que PEM propose une ressource pédagogique sur la notion de musée, l'histoire des musées, les raisons du décalage qu'ils peuvent incarner avec les sociétés contemporaines. « Il faut pouvoir expliquer aux élèves et aux enseignants ce que le musée donne à voir, pour qu'il y ait une appropriation des patrimoines. Il faut dépasser cet écueil du musée comme regard des blancs sur le reste du monde. Il faut donner une approche plus vaste sans les enfermer. Il faut contourner cet a priori des adultes et des jeunes que l'ethnologie véhicule des préjugés et que du coup, ils ne vont pas s'y retrouver. « Donner cette idée que les musées sont les miroirs de l'évolution des cultures et pas des miroirs de cultures », dit Philippe Dubé (Lamic, Québec). PEM devrait pouvoir offrir aux jeunes un outil ludique sur cette question.

Afin d'ouvrir les musées d'ethnographie sur le reste du monde et faire prendre conscience aux jeunes que ces musées sont miroirs des sociétés actuelles, il est préconisé par Mr Kodjo Noussouglo (Coalition Togolaise pour la diversité culturelle) de proposer à des artistes contemporains de participer à PEM. Dans le cadre de l'ouverture du Centre culturel Akounamatata à Lomé (programmations culturelles, contes, accès ressources technologiques), Mr Noussouglo explique que dix artistes togolais, conteurs, ont remis à l'honneur une œuvre littéraire Ewé : « Naître, est-ce une offense à la vie ? ».

« Avant sur les radios togolaises, on passait ce conte en boucle et maintenant les jeunes ne le connaissent plus. Or on doit s'approprier notre réalité. Ne pas jouer uniquement des pièces européennes, rendre compte de nos cultures et démocratiser l'accès à ces cultures spécifiques ».

Mr Noussouglo dont le projet est d'ouvrir un Centre d'expertise pour la diversité culturelle à Lomé compte rallier divers artistes aux thèmes retenus pour PEM, notamment des écrivains africains pour la Traite atlantique, des créateurs numériques, etc.

9. État d'avancement de la plate-forme PEM

Résumé:

La plate-forme de coopération Patrimoines en Mouvement a été ouverte sur le site www.ethnoclic.net de l'association Ethnologues en herbe dans la rubrique « Projets ».

Elle permet à tous les partenaires de s'inscrire et de télécharger les documents qu'ils souhaitent afin de manifester l'évolution du projet. Elle permet aussi aux partenaires muséaux de créer leurs ethnodocs sur les thèmes retenus ou d'envoyer ceux-ci afin qu'ils soient présentés sur le site. A partir des ethnodocs, des expositions virtuelles communes à l'ensemble des participants pourront être créées.

De même, les classes partenaires peuvent d'ores et déjà tester un espace d'atelier en ligne leur permettant de travailler conjointement avec les collections virtuelles du site et les documents qu'elles récoltent lors de leurs ateliers d'ethnographie.

1. Le projet PEM est présenté sur le site www.ethnoclic.net de l'association. Le module de gestion éditoriale étant assuré par le logiciel SPIP (licence GNU-GPL), tous les partenaires de PEM bénéficient d'un code d'accès leur permettant d'enrichir les présentations de leur institutions, de participer à un forum sur divers thèmes liés au projet (le statut de l'ethnologie, la sensibilisation des jeunes aux patrimoines, la disparité de moyens entre institutions du Nord et du Sud, les attentes mutuelles, etc.).

2. La rubrique « Parcours du quotidien » a ouvert un espace « collections » et un espace « expositions ».

L'espace « collections » permet de télécharger des images, textes et documents audiovisuels appelés « ethnodocs » sur les différents thèmes de travail retenus. Cette base d'objets, noyau central de la plate-forme, rassemble tous les documents collectés pendant les enquêtes ethnographiques. Ils sont indexés (textes, images, sons, vidéos, cartes, etc.) selon diverses thématiques. Font partie de cette base d'objets, les documents créés par les musées partenaires de l'association dans le projet PARCOURS et dans le projet PEM, ceux des élèves participant au projet et éventuellement ceux d'internautes individuels, voire de chercheurs souhaitant participer à la plate-forme.

Un moteur de recherche thématique, cartographique et par mots-clés permet de retrouver tous les documents collectés, toutes les cartes enregistrées, ainsi que par type de carte tous les articles/objets.

La base contient déjà, entre autres, les objets numérisés de six musées ethnographiques : Musée ethnographique de Hanoï, Vietnam ; Centre Tjibaou à Nouméa ; Musée ethnographique de Sofia, Bulgarie ; Musée de la civilisation du

Québec ; Musée Alexandre Senou Adandé, Porto-Novo, Bénin ; Musée national du Togo, Lomé. L'association Ethnologues en herbe a réalisé dès 2004 une ressource pédagogique rassemblant dans chacun de ces six musées, des objets numérisés représentatifs de cinq thèmes universels : cuisiner/manger ; se vêtir/se parer ; habiter/vivre ensemble ; naître/mourir ; prier/imaginer. Les photos numériques et cartels de ces objets (y compris des photos sur leur contexte) ont été réalisés comme supports pédagogiques pour faire prendre conscience aux jeunes qu'à partir d'un objet, on peut découvrir une culture : les usages d'un objet, ses modes de fabrication, les croyances qui lui sont associées, les peuples ou communautés qui les utilisent, l'esthétique dont il relève, etc.

L'espace « expositions » permet de concevoir des expositions virtuelles à partir des « ethnodocs » qui peuvent être téléchargés par les musées partenaires et par les classes participant au projet. Cet outil de création d'expositions virtuelles permet aux musées partenaires de créer une ou plusieurs expositions sur les thématiques retenues ; il permet aux apprentis ethnographes, dans le cadre d'un atelier ou à titre individuel, d'enrichir en ligne ces expositions s'appuyant par exemple sur des objets muséaux numérisés, sur des documents (photos, vidéos, etc.) collectés dans leur environnement, sur des ressources mises à disposition par l'association. Les apprentis ethnographes peuvent mémoriser les expositions de leur choix dans leur espace personnel.

L'espace « expositions » contient pour l'instant deux expositions virtuelles, l'une sur le thème du vêtement et de la parure, et l'autre sur le thème « Masculin/Féminin ».

3. La rubrique « Ateliers » permet de donner à voir le déroulement d'un atelier d'ethnographie, où qu'il se déroule dans le monde, et offre des ressources pédagogiques diverses sur les notions convoquées lors des ateliers et qui doivent être maîtrisées par les enseignants ou médiateurs : culture, patrimoine, diversité culturelle, ethnologie, ethnographie, etc. L'espace « Ateliers d'ethnographie » permet de suivre pas à pas l'évolution d'un atelier et crée un espace de collaboration entre l'ensemble des parties prenantes. Les ressources pédagogiques sont organisées de manière à pouvoir être convoquées aux différents moments de l'atelier.

La mise en réseau des groupes participants est immédiate sur la plate-forme. Les modalités d'ouverture des comptes, de téléchargement ainsi que l'accès aux forums sont assurées par le modérateur du site au sein de l'association Ethnologues en Herbe.

Ainsi, le site www.ethnoclic.net ouvert en 2009 permet de rassembler les éléments suivants : informations sur les activités de l'association actuelles et à venir ; outils collaboratifs entre les participants et les partenaires ; outils pédagogiques permettant aux animateurs et professeurs de mener des ateliers d'ethnographie ; outils de création d'expositions virtuelles ; base de données regroupant les productions et exports des classes et des individuels (images, vidéos, sons, textes, numérisations diverses) et les apports des partenaires

institutionnels de l'association (les collections numérisées par les musées et uploadées sur le site).

10. Prochaine échéance : la formation des responsables muséaux et des enseignants aux patrimoines culturels et aux outils multimédias.

Résumé:

Comment la plate-forme PEM va-t-elle intégrer des outils de formation aux patrimoines culturels destinés aux enseignants et responsables muséaux, y compris aux médiateurs culturels ?

Ces outils prendraient la forme de modules pratiques destinés à la fois à la conception de ressources en ligne, à la pratique d'ateliers avec les jeunes publics, à la formation aux notions de base requises dans le contexte d'une sensibilisation des jeunes à la diversité des patrimoines culturels, à la familiarisation avec les outils d'évaluation et aux diverses possibilités d'inscrire les ressources pédagogiques de PEM dans le cadre des programmes scolaires et de l'acquisition d'une série de compétences et connaissances.

Il est recommandé que la seconde réunion de Patrimoines en Mouvement prévue à l'École du Patrimoine Africain soit consacrée à la préparation de ces modules qui seraient disponibles en ligne. Et que les modules de formation s'inspirent déjà des actions menées par l'EPA en ce domaine, de même que de la formation présentée par Mr Sogoba (Musée des armées, Mali) lors de la réunion.

En préalable à la prochaine réunion, un inventaire des modules de formation attendus dans le contexte particulier de PEM devrait être élaboré de manière à ce que la réunion se traduise rapidement par la constitution d'une « boîte à outils » pour mener à bien PEM, à la fois au sein des musées et des établissements scolaires.

Mme Diane Toffoun, (École du Patrimoine Africain, Bénin) exprime que suite à sa large mobilisation de la communauté éducative dans le cadre du programme MSD, l'EPA a élaboré un plan de formation pour les professionnels de l'éducation et du patrimoine. Ce plan, issu de la réunion technique de l'Afrique centrale, a été finalisé et validé à Porto-Novo par les professionnels des deux domaines. Afin qu'une approche pédagogique de la relation école-musée soit adoptée pour amorcer une démarche progressive vers l'insertion du patrimoine culturel dans les programmes scolaires, le plan propose trois niveaux de formation :

- Une formation de formateurs
- Des formations décentralisées
- Des formations locales

Conformément à ce plan, les formations ont débuté. C'est ainsi que l'EPA a organisé :

- La formation des formateurs (étape 1) pour une utilisation efficace du musée comme source d'éducation. Tenue du 05 au 10 novembre 2007 à Porto-Novo, cette première session avait pour objectif général de mettre sur pieds un réseau performant de formateurs capables de relayer la formation reçue au niveau des patrimoniteurs et enseignants à l'échelle régionale, nationale ou locale.
- La formation décentralisée des formateurs (Afrique de l'Ouest) pour une approche pédagogique de la relation école-musée. Tenue à Ouagadougou du 07 au 11 avril 2008, elle avait pour objectif de doter la région ouest africaine d'une masse critique de formateurs capables de relayer, lors des formations locales, les connaissances acquises au profit de leurs collègues patrimoniteurs et enseignants.
- En préparation : formation décentralisée des formateurs (Afrique centrale) pour un partenariat renforcé entre les institutions du patrimoine et celles de l'éducation.

L'EPA, en lien avec l'Université d'Aix en Provence, propose une formation en ligne pour une licence professionnelle en médiation culturelle. Se déroulant sur deux années, deux promotions ont déjà formées : 8 étudiants pour 2003 - 2005 et 10 pour 2006- 2008. L'EPA souhaite que les étudiants puissent utiliser la plate-forme le PEM en complément de la plate-forme campus cultura.

En plus des modules de formation pour les médiateurs culturels, la plate-forme PEM devrait aussi donner des pistes et ressources aux enseignants pour sensibiliser leurs classes à la diversité des patrimoines culturels.

Enfin, étant donné la dimension numérique de PEM, il importe que les modules intègrent aussi des formations pratiques à la conception de ressources numériques, sites et autres supports multimédias. Et ce à la fois pour les responsables muséaux et les enseignants qui devraient pouvoir bénéficier de leurs propres outils de communications (sites de musées et d'établissements scolaires). A noter que les modules pratiques de création de ressources numériques pourraient aussi être appropriés par les jeunes dans le cadre de leurs ateliers. Nous avons vu que la maîtrise des outils numériques faisait partie des compétences susceptibles d'être acquises au fil des ateliers PEM dans la classe.

Annexe. Brève présentation des participants

Tous les partenaires du projet PEM ont participé à la réunion des 6 et 7 juin à Dakar, hormis le MuCem, Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, qui souhaite concentrer son intervention sur les séances de formation prévues dans un second temps du projet ; ainsi que la société belge Media International chargée des développements techniques de la plate-forme.

1. Institut Fondamental d'Afrique Noire de l'Université Cheikh Anta Diop (Dakar, Sénégal), y compris trois de ses musées : le Musée Théodore Monod, le Musée historique de Gorée, le Centre de Recherches et de développement social de Saint-Louis.

Créé en 1936, l'IFAN est un établissement autonome au sein de l'UCAD (Université Cheikh Anta Diop) de Dakar. Il a entre autres pour mission de promouvoir la recherche scientifique se rapportant à l'Afrique noire en général et à l'Afrique de l'Ouest en particulier ; d'assurer la publication et la diffusion des travaux scientifiques et de réunir dans ses musées, archives et bibliothèques, toutes les ressources relatives à l'Afrique noire ; de favoriser la coopération entre les instituts nationaux et internationaux similaires ; de contribuer à la renaissance culturelle de l'Afrique et à l'africanisation des programmes d'enseignement, notamment en diffusant les résultats de ses études et travaux. Les départements et services de l'IFAN sont les suivants : sciences sociales, langues et civilisations, biologie animale, botanique et géologie, informations scientifiques et Musées. L'IFAN compte ainsi plusieurs laboratoires scientifiques, un service audiovisuel, un service de la documentation, un service des publications.

Il chapeaute trois musées à Dakar et un musée à Saint Louis, dont plusieurs sont associés au projet :

Le Musée Théodore Monod d'Art africain (Dakar) : Situé au centre ville, cette institution a pour mission d'être comprend deux pavillons et diverses dépendances. Le premier pavillon abrite les réserves (sous-sol), une exposition permanente sur les scènes de la vie quotidienne africaine en milieux traditionnels au rez-de-chaussée et un espace d'expositions temporaires à l'étage. Le second pavillon comporte des bureaux, un laboratoire photo, une salle de conférences et une vaste salle d'expositions.

Le Musée historique de l'IFAN (Ile de Gorée) : Situé dans le Fort d'Estrée, ce musée initialement appelé Musée historique de l'Afrique Occidentale Française, a été inauguré en 1989. Le musée comporte 13 salles qui retracent l'histoire du Sénégal, de la préhistoire aux royaumes qui ont précédé la présence française, en passant par la traite des noirs et les résistances anticoloniales.

Le Musée du Centre de recherche et de documentation du Sénégal (CRDS, Saint Louis) : Initialement appelé Centre IFAN du Sénégal et de la Mauritanie, le CRDS a organisé sa première exposition ethnographique en 1956. Il a pour mission de collecter, promouvoir et sauvegarder les témoins matériels et immatériels de l'histoire du Sénégal et de contribuer à l'éveil culturel.

2. Association Ethnologues en herbe (Paris, France)

Créée en 2000, l'association Loi 1901 « Ethnologues en herbe » conçoit des ressources et

outils pédagogiques s'appuyant sur l'ethnologie contemporaine et l'ethnographie de la vie quotidienne pour favoriser l'éducation des jeunes à la diversité culturelle.

Animée par des ethnologues et des spécialistes du multimédia, l'association conjugue deux approches : l'une, locale, consiste à animer des ateliers d'ethnographie dans des écoles, collèges et lycées essentiellement en France et en Belgique, et en particulier auprès d'élèves nouveaux arrivants. L'autre, internationale, consiste à animer un site internet collaboratif (www.ethnoclic.net, auparavant www.ethnokids.net) qui permet à des enseignants de se familiariser avec les techniques de l'enquête ethnographique et à des classes de mettre en commun les résultats des enquêtes menées localement avec les ethnologues de l'association et avec des enseignants.

L'association a initié le projet PEM parce qu'il participe à sa vocation d'éduquer à la diversité des expressions culturelles, artistiques et patrimoniales. On trouvera sur le site www.ethnoclic.net une présentation complète des ressources et outils pédagogiques de l'association (également présentés dans une publication « *L'atelier d'ethnographie, livret de l'association Ethnologues en herbe pour l'éducation à la diversité culturelle* », juin 2009).

Basée à Paris, l'association a récemment ouvert un bureau à Marseille (Ethnologues en herbe Méditerranée) et à Bruxelles (Ethnokids).

3. Laboratoire de muséologie et d'ingénierie culturelle de l'université de Laval (Lamic) (Québec)

Le nouveau laboratoire de muséologie et d'ingénierie de la culture (LAMIC) inauguré en 2007 en tant que premier centre universitaire de muséologie expérimentale au Québec. Il permet d'étudier les modalités de transmission de la culture à travers l'expérience muséale. Les travaux du LAMIC s'articulent autour de trois champs de recherche fondamentaux en muséologie, soit l'objet, l'espace et le visiteur. Pour chaque champ, les chercheurs s'adonnent à des expérimentations dans le réel (numérisation 3D, développement d'espaces d'exposition intelligent, technologie d'observation du visiteur) et dans le monde virtuel (modélisation, transfert d'expériences muséales en temps réel, scénarisation de montages visuels complexes).

Le laboratoire bénéficie aussi des ressources historiques du Centre régional des Archives nationales du Québec et de la réserve de la Collection de l'Université Laval (700 000 artefacts disponibles pour la recherche), tous situés dans le même pavillon.

En collaboration avec le laboratoire de vision et de systèmes numériques, on y trouve notamment un important réseau mobile de suivi des visiteurs; amalgame de caméras et d'ordinateurs qui pourra s'adapter à différents environnements au LAMIC ou à l'extérieur. Des systèmes de modélisation 3D et de scénarisation rendant possibles l'exploration d'objets virtuels, la télévisite et les expériences d'immersion virtuelle.

Le laboratoire met aussi en place des systèmes robotiques multi-usages pouvant être configurés selon les besoins de l'expérimentation. L'ensemble de l'équipement repose sur un parc informatique polyvalent afin de maximiser le potentiel de recherche et d'expérimentation. Le laboratoire bénéficie aussi d'un accès numérique à haut débit qui permet de maximiser les échanges et la collaboration internationale.

4. École du Patrimoine Africain de Porto Novo au Bénin

L'École du Patrimoine Africain - EPA est une institution internationale spécialisée dans la conservation et la médiation du patrimoine culturel tangible et intangible. Elle couvre les 26 pays francophones, lusophones et hispanophones de l'Afrique subsaharienne. Elle se donne une vision : Être une référence au service du patrimoine du patrimoine culturel africain. Et une mission : Contribuer à la dignité de l'Homme africain à travers la reconnaissance de la valeur de son patrimoine culturel.

Ses objectifs sont les suivants : Renforcer le réseau des professionnels africains capables d'assurer la conservation et la mise en valeur du patrimoine culturel ; Proposer aux publics africains des programmes permettant la découverte et la réappropriation de leur patrimoine culturel ; Promouvoir la réalisation de projets de développement socio-économique qui intègrent la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine culturel ; Contribuer à l'édition et à la diffusion de publications spécialisées sur le patrimoine culturel africain.

5. Musée du Paysan Roumain de Bucarest

Fondé en 1990, le Musée du paysan roumain est le successeur du Musée d'ethnographie et d'art populaire, supprimé par les autorités en 1978. Il se propose de présenter le paysan et son monde tel qu'il est/a été, en éludant les images-clichés idylliques et triomphalistes consacrées pendant l'époque communiste. Son patrimoine comprend environ 90 000 pièces (les plus anciennes datant du milieu du XVIII^e siècle), groupées dans les collections suivantes: poteries, costumes, tissus d'intérieur (en laine et fibres végétales), outils et pièces de mobilier (en bois et en fer), objets liturgiques (icônes peintes sur bois et sous verre, croix, autres objets de culte), objets produits par d'autres ethnies. Un département de recherches anthropologique (y compris une section d'anthropologie visuelle et une autre d'ethnomusicologie) étudie les divers aspects de la vie rurale et de ses prolongations urbaines. En 1996, le Musée du paysan roumain a reçu le prix EMYA - prix du meilleur musée européen de l'année.

6. Centre des Arts de la Bibliothèque d'Alexandrie

Le centre des arts de la Biblioteca Alexandrina a mis en place l'Unité de Création des Enfants et des Adolescents autour de différents ateliers artistiques.

Dans le domaine des arts plastique, la programmation comprend des expositions, des séminaires et des ateliers. Elle se concentre plus précisément sur le mouvement des arts plastiques égyptiens des XX^eme et XXI^eme siècles, sur les échanges entre artistes égyptiens et étrangers et sur les activités culturelles des pays africains et méditerranéens. Dans le domaine cinématographique, des conférences sur l'art destinées aux étudiants sont également organisées. La programmation cinématographique mensuelle qui s'étend tout au long de l'année a pour objectif de faire découvrir la diversité des cultures du monde. Elle consiste en cinq programmes illustrant les diverses cultures : cinéma arabe et égyptien, européen, asiatique, africain, américain (Amérique latine et Amérique du Nord) et enfin cinémas d'Océanie. Une programmation est par ailleurs consacrée aux films d'animation et aux documentaires.

Outre ses collections ethnographiques notamment consacrées au vêtement traditionnel, le centre des arts comprend une salle d'exposition dédiée à Shadi Abdel Salam, cinéaste, réalisateur de La Momie. Il s'illustra également dans le domaine de la décoration et des costumes et travailla également comme conseiller historique pour divers péplums. Un

ensemble de peintures et dessins représentent différents styles de costumes dessinés par Shadi Abdel Salam pour de nombreux films égyptiens

7. Musée de l'Homme à Paris (Plate-forme Anthroponet)

Le nouveau projet que formule, depuis 2005, le Musée de l'Homme en tant qu'entité du Muséum National d'Histoire Naturelle, consiste à considérer l'humanité comme « une » par les questions qu'elle pose sur la mort, l'amour, la maladie, l'éducation... et « diverse » par les réponses que chaque culture, chaque société, chaque civilisation apporte selon les lieux et les époques. Poser ainsi l'humain dans la dimension de son questionnement par rapport au monde conduit à ouvrir le champ de l'investigation. Dans le cas par exemple des origines de l'homme, les travaux entrepris par le Musée et leur traduction muséographique ont conduit à l'exposition « Naissances » (2005-2006).

Dans le cadre de sa rénovation, le Musée crée aujourd'hui un musée de l'homme sur Internet nommé *Anthroponet* qui poursuit l'expérimentation mise en place à l'occasion de l'exposition *Naissances* sous le nom de centre de ressources. Le but est de rassembler des documents textuels, visuels et audiovisuels produits par les chercheurs dans le cadre de leurs travaux de recherche et par le département du Musée de l'Homme pour ses expositions ; c'est de conserver la mémoire des expositions et des manifestations (colloques) du Musée de l'Homme ; c'est de diffuser les connaissances mobilisées par les expositions et les missions scientifiques et en assurer l'usage à distance auprès du public le plus large à des fins de recherche, d'éducation et de formation. *Anthroponet* vise à publier sur Internet les corpus anthropologiques numérisés collectés et analysés depuis plus de 30 ans par les chercheurs des laboratoires de ses laboratoires ainsi que les expositions patrimoniales qui ont fait le succès du Musée de l'Homme et qui doivent être refondues pour constituer le nouveau Musée. Parmi celles-ci : « 6 milliards d'hommes », « Tous parents, tous différents » et « Naissances », ainsi que le corpus scientifique « Pygmées et peuples forestiers ».

Utilisant une plate-forme en libre (Cybéo) développée en technologie Web, s'appuyant sur le langage Java et une base de données « PosGres », ce projet est défini de manière à pouvoir être validé et transposé à de nouveaux corpus et de nouveaux partenaires et mis à disposition de l'ensemble des internautes publics. Un serveur dédié a été mis en place.

8. Centre de Recherche et d'Étude du Français de Scolarisation de l'Université de Yaoundé (CREFSCO) de l'Université de Yaoundé au Cameroun

En mars 2007, l'Unité de Recherche et d'Étude du Français de Scolarisation (UDREFS) de l'université de Yaoundé, issue du GREGG (Groupe d'Étudiants et de Chercheurs en Grammaire et en didactique) fondé en 1999 dans le but de promouvoir, en milieu scolaire et universitaire, la norme standard du français et mettre sur pied des stratégies de documentation pour les travaux de recherche, a été créée avec pour mission de devenir un observatoire des activités pédagogiques en matière d'enseignement du français langue seconde. L'unité est chargée de penser des programmes de formation sous la forme de modules à proposer à l'ENS en vue de la reconceptualisation d'une didactique de l'expression de mieux en mieux adaptée au contexte linguistique camerounais.

Il s'agit du programme REDIEX (recherche en didactique de l'expression en français langue seconde au Cameroun), vaste enquête nationale visant l'évaluation de la compétence expressive en français du public scolaire du premier cycle de l'enseignement secondaire générale.

L'UDREFS - GREGG, qui a donné naissance au CREFSCO, assure l'essentiel du travail technique du REDIEX: couverture de l'enquête sur l'étendue du territoire (diffusion des sujets de rédaction, collecte des copies, relais avec les provinces et dépouillement des données). Le travail de conception est assuré par les 6 enseignants encadreurs du GRECG et deux inspecteurs nationaux de pédagogie.

Pour ce qui concerne le projet PEM, le CREFSCO, dans la conception des outils pédagogiques, travaillera en collaboration avec le *Musée national du Cameroun* en lien avec les collections dédiées aux aires culturelles Sawa, Soudano-Sahélienne, Fang/Beti, et Grass Fields. Et sur une première collection d'objets comprenant du mobilier, des armes, des instruments de musique, des statuettes votives, des masques, ainsi que sur un fonds photographique sur l'habitat Beti et Fang.

9 Coalition togolaise pour la diversité culturelle

Participait à la réunion : Mr Kodjo Noussouglo, chargé de mission au Ministère de la culture du Togo et représentant de la Coalition togolaise pour la diversité culturelle, Lomé, Togo

La *Coalition togolaise pour la diversité culturelle* fait partie de la Fédération internationale des coalitions pour la diversité culturelle. La CTDC est née le 25 mai 2004 de la nécessité ressentie par les professionnels, les organisations professionnelles et les amateurs des arts et de la culture du Togo d'appuyer le mouvement de solidarité internationale qui se nourrit d'actions concrètes soutenues par la création et le développement à travers le monde des coalitions pour la diversité culturelle. Elle a co-organisé et accueilli à Lomé du 19 au 22 septembre 2006 les 2^{èmes} *Rencontres des coalitions et organisations professionnelles de la culture des pays membres de la Francophonie*.

Depuis le mois de mars 2007, la CTDC a développé ses activités, se positionnant désormais comme une institution d'ingénierie culturelle, d'expertise pour les projets culturels de développement et la diversité culturelle. Elle co-anime et contribue au développement et à la promotion du site Internet www.togocultures.com. Elle offre de la formation et dispose d'un centre de culture et de loisirs dénommé Hakuna Matata et ouvert en avril 2007 à Adidogomé, banlieue nord-ouest de Lomé.

Elle souhaite diffuser les enseignements de la réunion au sein des 50 coalitions pour la diversité culturelle nées au moment de l'adoption de la *Convention internationale sur la protection et la promotion de la diversité culturelle* (UNESCO 2005)

10. Réseau Sénégalais de Solidarité Numérique

Créé en 2006, le « réseau de solidarité numérique » a pour but de lutter contre la fracture numérique par des actions concrètes sur le terrain et la mise en œuvre de programmes numériques nationaux favorisant l'accès libre et gratuit à l'informatique et à l'Internet à tous, jeunes, femmes et handicapés. Il vise aussi à garantir cet accès en permanence à toutes ces couches où qu'elles se trouvent au Sénégal, aussi bien en zone urbaine que rurale. Il a aussi pour objet de promouvoir les TIC au service exclusif du développement par le déploiement au niveau national de programmes et d'opérations d'alphabétisation numérique et de formations informatique en ligne. Il œuvre enfin pour la création d'espaces numériques jeunes afin de consolider les acquis de l'État Sénégalais en matière de TIC et de promouvoir les Télécommunications au service de l'emploi.

11. Bureau Régional pour l'Éducation en Afrique, le BRED-UNESCO.

Le Bureau de l'UNESCO à Dakar, le BREDA, a été créé en 1970 pour s'occuper de la planification de l'éducation en Afrique au Sud du Sahara. Au fil des ans, il a élargi son champ d'activités l'étendant à d'autres sous-secteurs de l'éducation et se consacre également à tous les autres domaines de compétence de l'Organisation que sont les sciences, les sciences sociales, la culture et la communication.

Bien que bureau multisectoriel, le BREDA se consacre essentiellement à l'éducation, son domaine d'intervention prioritaire compte tenu du mandat régional qui lui est dévolu sur l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne. Dans ce cadre, le Bureau est tenu de fournir l'assistance nécessaire aux autres bureaux UNESCO installés dans cette zone et de coordonner la mise en œuvre des programmes éducatifs régionaux.

Pour ce qui est du domaine culturel, les priorités sont de promouvoir la diversité culturelle par la sauvegarde du patrimoine dans toutes ses dimensions et le développement des expressions culturelles et aussi de promouvoir la cohésion sociale en encourageant le pluralisme et le dialogue des cultures et, l'instauration d'une culture de la paix.

Doté d'une Centre multimédia, le BREDA épouse l'engagement de l'UNESCO qui accorde une large priorité dans son programme à l'utilisation des technologies de l'Information et de la Communication (TIC) pour un développement plus équitable et pluraliste des sociétés.